

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

LCH.CLEARNET GROUP LIMITED

Siège social : Aldgate House, 33 Aldgate High Street,
London EC3N, United Kingdom.

Etats financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

I. — Compte de résultat consolidé.

(En millions d'euros).

	Note	2016			2015		
		Avant dépréciation & éléments non récurrents	Dépréciation & éléments non récurrents	Total	Avant dépréciation & éléments non récurrents	Dépréciation & éléments non récurrents	Total
Commissions de compensation		376,2		376,2	374,1		374,1
Autres produits de commissions		90,1		90,1	70,6		70,6
Accords de partage de recettes		- 24,9		- 24,9	- 28,1		- 28,1
Chiffre d'affaires		441,4		441,4	416,6		416,6
Revenus de trésorerie	19	380,5		380,5	205,5		205,5
Dépenses de trésorerie	19	- 281,9		- 281,9	- 125,0		- 125,0
Revenus de trésorerie nets		98,6		98,6	80,5		80,5
Règlement-livraison et autres produits		32,7		32,7	21,7		21,7
Frais de règlement-livraison exigibles		- 25,4		- 25,4	- 22,7		- 22,7
Règlement-livraison et autres produits nets		7,3		7,3	- 1,0		- 1,0
Produit total		547,3		547,3	496,1		496,1
Coûts liés à la quote-part des recettes		- 55,8		- 55,8	- 27,2		- 27,2
Autres coûts des ventes		- 12,5		- 12,5	- 11,8		- 11,8
Total coût des ventes		- 68,3		- 68,3	- 39,0		- 39,0
Marge brute		479,0		479,0	457,1		457,1
Charges d'exploitation	5	- 331,3	- 11,7	- 343,0	- 334,6	- 0,6	- 335,2
Résultat d'exploitation		147,7	- 11,7	136,0	122,5	- 0,6	121,9
Produits financiers	7	1,3		1,3	0,8		0,8
Charges financières	7	- 16,4		- 16,4	- 12,6		- 12,6
Résultat avant impôt		132,6	- 11,7	120,9	110,7	- 0,6	110,1
Impôts	8	- 35,8	- 1,5	- 37,3	- 31,1	- 0,3	- 31,4
Bénéfice de l'exercice		96,8	- 13,2	83,6	79,6	- 0,9	78,7

Les résultats des deux exercices concernent les activités poursuivies.

Les notes annexes (pages 19 à 74) font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

II. — Etat du résultat global du Groupe. (En millions d'euros).

	Note	2016	2015
Bénéfice de l'exercice		83,6	78,7
Montants qui seront ultérieurement reclassés dans le bénéfice de l'exercice lorsque les conditions spécifiques seront réunies :			
Ecart de conversion sur opérations étrangères		0,3	3,7
Réévaluation d'actifs disponibles en vue de la vente		4,9	- 1,8
Montants reclassés dans le compte de résultat de l'exercice		1,5	0,3
Montants qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice de l'exercice :			
Impôts courants relatifs à la réévaluation d'actifs disponibles en vue de la vente	8	- 0,2	0,3
Impôts différés relatifs à la réévaluation d'actifs disponibles en vue de la vente	8	- 0,9	

(Pertes)/gains de réévaluation sur régime de pensions britannique à prestations définies	18	– 31,0	11,7
Impôts différés relatifs à la réévaluation sur régime de pensions britannique à prestations définies	8	11,5	– 4,1
(Pertes)/gains de réévaluation sur régime de pension étranger à prestations définies	18	– 0,6	0,8
Impôts différés relatifs à la réévaluation sur régime de pension étranger à prestations définies	8	0,2	– 0,3
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôt		– 14,3	10,6
Résultat global de l'exercice, net d'impôt		69,3	89,3

Les résultats des deux exercices concernent les activités poursuivies.

Les notes annexes (pages 19 à 74) font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

III. — Etat de la situation financière du Groupe. (En millions d'euros).

	Note	2016	2015
			(nouvelle présentation)*
Actifs à long terme :			
Immobilisations incorporelles	9	298,7	265,8
Immobilisations corporelles	11	19,7	15,6
Clients et comptes rattachés	13	1,4	0,9
Dettes sociales	18	2,1	34,2
Impôts différés actifs	8	10,6	8,5
Total actifs à long terme		332,5	325,0
Actifs à court terme :			
Comptes de compensation	12	376 298,0	366 206,4
Clients et comptes rattachés	13	210,2	107,6
Créances d'impôt sur les sociétés		0,1	0,2
Liquidités et quasi-liquidités liées à l'activité de compensation	14	59 861,3	38 493,5
Liquidités et quasi-liquidités	14	983,8	903,1
Autres actifs financiers liés à l'activité de compensation	19	21 623,3	18 163,0
Total actifs à court terme		458 976,7	423 873,8
Total actifs		459 309,2	424 198,8
Dettes à court terme :			
Comptes de compensation	12	– 446 678,8	– 415 254,5
Fournisseurs et comptes rattachés	15	– 278,5	– 238,6
Dettes d'impôt sur les sociétés		– 3,6	– 9,8
Prêts et emprunts	16	– 179,8	– 0,4
Provisions pour risques	20		– 0,4
Fonds de garantie	17	– 11 183,2	– 7 561,6
Total dettes à court terme		– 458 323,9	– 423 065,3
Dettes à long terme :			
Prêts et emprunts	16		– 179,3
Fournisseurs et comptes rattachés	15	– 12,0	– 18,9
Impôts différés passifs	8		– 4,0
Dettes sociales	18	– 6,1	– 4,8
Total dettes à long terme		– 18,1	– 207,0
Total passifs		– 458 342,0	– 423 272,3
Actif net		967,2	926,5
Capitaux propres :			
Capital social appelé	22	74,2	74,2
Primes d'émission	22	316,1	316,1
Réserves	22	15,3	15,3
Provision pour amortissement de capital	22	59,5	59,5
Réserve de conversion	22	6,7	6,4

Bénéfices non distribués	22	495,4	455,0
Total des capitaux propres		967,2	926,5
<i>* Pour les détails relatifs à la nouvelle présentation, voir page 19.</i>			

Lex Hoogduin,
Président,

Suneel Bakhshi,
Directeur général.

Les notes annexes (pages 19 à 74) font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le Conseil d'administration le 2 mars 2017.

IV. — Tableau de financement consolidé (en millions d'euros).

	Note	2016	2015
			(nouvelle présentation)*
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :			
Bénéfice de l'exercice		83,6	78,7
Impôts	8	37,3	31,4
Produits financiers	7	- 1,3	- 0,8
Charges financières	7	16,4	12,6
Charges pour dépréciation et amortissement	5	47,0	39,7
Dépréciation des immobilisations incorporelles	5		1,4
Crédit d'impôt recherche-développement	27	- 0,7	
Dépenses au titre des paiements en actions		7,5	5,9
Augmentation des clients et comptes rattachés		- 103,1	- 33,5
Augmentation des fournisseurs et comptes rattachés		33,1	90,5
Provisions utilisées ou reprises au cours de l'exercice		- 0,4	- 1,6
Pertes/(gains) latents de juste valeur sur instruments financiers		2,0	- 3,1
Augmentation des liquidités et quasi-liquidités liées à l'activité de compensation		- 21 367,8	- 11 611,1
(Augmentation)/diminution de la juste valeur des actifs des membres		- 10 091,6	6 429,3
Augmentation de la juste valeur des passifs des membres		31 424,3	7 363,6
Augmentation/(diminution) des fonds de garantie		3 621,6	- 2 009,2
Rentrées nettes liées à l'exploitation		3 707,9	393,8
Impôts payés		- 36,0	- 5,8
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation		3 671,9	388,0
Activités d'investissement :			
Achat d'immobilisations incorporelles		- 74,8	- 62,0
Achat d'immobilisations corporelles		- 9,6	- 9,6
Acquisition d'autres actifs financiers liés à l'activité de compensation		- 3 460,3	- 234,5
Sorties nettes liées aux activités d'investissement		- 3 544,7	- 306,1
Activités de financement :			
Intérêts perçus		2,6	1,3
Intérêts payés		- 17,2	- 13,5
Dividendes versés		- 27,3	
Contribution au titre des paiements en actions		- 7,5	- 5,9
Leasing financier - remboursements du principal		- 0,4	- 0,4
Trésorerie nette utilisée dans les activités de financement		- 49,8	- 18,5
Augmentation des liquidités et quasi-liquidités		77,4	63,4
Liquidités et quasi-liquidités au 1 ^{er} janvier		903,1	836,2
Effets de change		3,3	3,5
Liquidités et quasi-liquidités au 31 décembre		983,8	903,1
Ventilation des liquidités et quasi-liquidités au 31 décembre :			
Placement en dépôts à court terme garantis		477,5	589,3
Disponibilités		506,3	313,8
		983,8	903,1
<i>* Pour les détails relatifs à la nouvelle présentation, voir page 19.</i>			

Les notes annexes (pages 19 à 74) font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

V. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés.
(En millions d'euros).

	Capital social appelé	Prime d'émission	Autres réserves	Réserve de conversion	Bénéfices non distribués	Total
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2015	74,2	316,1	74,8	2,7	368,9	836,7
Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2015					78,7	78,7
Autres produits inclus dans le résultat global				3,7	6,9	10,6
Résultat global				3,7	85,6	89,3
Contribution au titre des paiements en actions					5,9	5,9
Dépenses au titre des paiements en actions, nets d'impôt					- 5,4	- 5,4
Capitaux propres au 31 décembre 2015	74,2	316,1	74,8	6,4	455,0	926,5
Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2016					83,6	83,6
Autres charges incluses dans le résultat global				0,3	- 14,6	- 14,3
Résultat global				0,3	69,0	69,3
Dividendes approuvés au cours de l'exercice					- 29,7	- 29,7
Contribution au titre des paiements en actions					7,5	7,5
Dépenses au titre des paiements en actions nets d'impôt					- 6,4	- 6,4
Capitaux propres au 31 décembre 2016	74,2	316,1	74,8	6,7	495,4	967,2

Le poste Autres réserves comprend une provision pour amortissement de capital de 59,5 millions d'euros (2015 : 59,5 millions d'euros) et des réserves de 15,3 millions d'euros (2015 : 15,3 millions d'euros).

Les notes annexes (pages 19 à 74) font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

VI. — Notes annexes aux états financiers consolidés.

1. Résumé des principales méthodes comptables et bases de préparation.

Bases de la préparation des états financiers. — Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes de présentation des informations financières internationales (IFRS), aux interprétations du Comité d'interprétation (International Financial Reporting Interpretations Committee ou IFRIC), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour les informations sur l'exercice 2016 et approuvées par l'Union européenne (UE), ainsi qu'aux articles de la Loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006) (« la Loi ») qui s'appliquent aux sociétés présentant leurs informations selon les normes IFRS.

Les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique modifié par l'évaluation des actifs financiers et dettes comptabilisés en juste valeur. Les principales règles comptables sont résumées ci-dessous et accompagnées d'une explication des modifications apportées aux conventions antérieures par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables.

Le Groupe présente son compte de résultat en colonnes pour une meilleure compréhension : le bénéfice de l'exercice est ainsi présenté avant les dépréciations et éléments non récurrents. Le bénéfice avant dépréciation et éléments non récurrents est comparé au résultat avant impôt dans le compte de résultat.

Sauf disposition contraire, les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros.

Consolidation. — Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et transactions intragroupe ont été éliminés lors de la consolidation. Comme le permet la Section 408 de la Loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006), le compte de résultat de la Société n'a pas été inclus dans ces états financiers. Les résultats de la société au titre de l'exercice sont publiés en page 75.

Règles de consolidation. — Les filiales sont consolidées de la date à laquelle elles passent sous le contrôle du Groupe et le restent jusqu'à la date où elles en sortent. Par « contrôle », il faut entendre le pouvoir de diriger les activités de la filiale pour en tirer un revenu variable, et ce, grâce, en général à la détention directe des droits de vote.

Les états financiers des filiales sont préparés pour le même exercice que pour la Société et selon des méthodes comptables homogènes. Des ajustements sont effectués afin d'aligner d'éventuelles méthodes comptables différentes. Tous les soldes et transactions intragroupe significatifs ont été éliminés lors de la consolidation.

Changement de présentation comptable. — La présentation du tableau de financement a été actualisée pour refléter plus clairement la position de trésorerie du Groupe ; elle est désormais présentée sous forme de mouvement des liquidités propres plutôt que sous forme de montant total des liquidités du Groupe, montant qui incluait les liquidités détenues pour le compte des membres.

Cette variation a donc fait l'objet d'une nouvelle présentation pour 2015. Au 1^{er} janvier 2015, le montant total des liquidités détenues par le Groupe s'élevait à 27 718,4 millions d'euros, dont 836,2 millions d'euros de liquidités propres ; au 31 décembre 2015, le montant total des liquidités détenues par le Groupe s'élevait à 39 396,6 millions d'euros, dont 903,1 millions d'euros de liquidités propres. Les liquidités restantes correspondent au portefeuille de placement du Groupe, détenu pour le compte des membres, et les mouvements les concernant sont comptabilisés dans ceux des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

La présentation de l'état de la situation financière a également été remaniée de manière à faire apparaître séparément les liquidités propres, d'une part, et les liquidités et quasi-liquidités détenues pour le compte des membres, de l'autre.

Monnaie de présentation. — Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros (€), cette devise étant aussi la monnaie de fonctionnement de la Société. Les postes inclus dans les états financiers de chacune des filiales du Groupe sont évalués dans sa monnaie de fonctionnement.

Postulats et principales sources d'incertitudes concernant les estimations. — La préparation des états financiers selon les normes IFRS impose le recours à des jugements, estimations et hypothèses affectant les montants constatés des actifs et passifs à la date des états financiers et les montants constatés des produits et charges au cours de la période considérée. Bien que ces jugements et estimations soient basés sur des montants, événements et actions connus de la direction, les résultats réels peuvent, en fin de compte, être différents.

— Estimations : Les principales sources d'incertitude susceptibles d'aboutir à des corrections significatives de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif pendant l'exercice suivant sont :

— l'évaluation et la dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles : le Groupe détermine si un goodwill à durée de vie indéfinie se déprécie annuellement, ce qui implique le calcul de la valeur d'usage des unités génératrices de trésorerie auxquelles ce goodwill est affecté. Les actifs incorporels sont évalués en cas de signes indiquant que leur valeur a diminué. Pour ce faire, il convient d'estimer les flux de trésorerie futurs et de choisir un taux d'actualisation approprié (voir la note 10) ;

— l'évaluation des engagements de retraite liés aux régimes à prestations définies : le calcul des engagements de retraite liés aux régimes à prestations définies implique une estimation de l'inflation, des taux de mortalité et du taux de rendement attendu des actifs ainsi que le choix d'un taux d'actualisation approprié (voir la note 18) ;

— l'évaluation de la provision pour impôt sur les sociétés. Le Groupe comptabilise des éléments de passif au titre de la charge d'impôt estimée à la fin de la période. Lorsque la charge fiscale finale est différente de cette estimation, la différence est constatée sur la période au cours de laquelle ce calcul a été fait. Les provisions au titre de l'impôt sur les sociétés sont comptabilisées conformément au principe selon lequel les autorités fiscales concernées sont pleinement informées des situations susceptibles de donner lieu à des incertitudes.

— Jugements : Au 31 décembre 2016, aucune cession potentielle d'activité ne répondait aux critères de vente hautement probable, spécifiés dans les exigences de l'IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » ; aussi le Groupe n'a-t-il classé aucun actif comme détenu en vue de la vente ni aucune activité comme abandonnée.

Participations. — Dans ses états financiers séparés, la Société comptabilise les participations dans ses filiales au coût d'acquisition minoré de toute provision pour dépréciation éventuelle. Toute distribution reçue entraîne la comptabilisation d'un revenu au titre de ces participations.

Devises étrangères. — Les actifs et passifs monétaires libellés en devises autres que la monnaie de fonctionnement de chaque entité sont convertis dans la monnaie de fonctionnement de ladite entité aux taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière et les écarts de change en résultant sont enregistrés dans le compte de résultat. Les transactions en devises sont comptabilisées en compte de résultat au taux de change en vigueur à la date de ces transactions et ne sont pas réévaluées.

Lors de la consolidation, les résultats des activités libellées dans d'autres monnaies que l'euro sont convertis en euros sur la base du taux de change moyen sur la période. Les actifs et passifs de ces activités sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture ; tous les écarts de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, nets d'impôt.

Le goodwill découlant de l'acquisition d'entités non libellées en euros est considéré comme un actif de ladite entité et converti en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Dans le tableau de financement consolidé, les flux de trésorerie libellés en devises étrangères sont convertis en euros au taux de change moyen de l'exercice ou au taux en vigueur à la date de la transaction lorsque cela est plus approprié.

Goodwill. — L'écart d'acquisition est égal à la juste valeur de la contrepartie payée déduction faite des actifs nets acquis. Il est inscrit dans les immobilisations incorporelles de l'état de la situation financière. Après sa première constatation, le goodwill est évalué à sa valeur initiale, minorée des éventuelles pertes de valeur cumulées.

Immobilisations incorporelles autres que le goodwill. — Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont comptabilisées pour la première fois au coût de revient et inscrites dans l'état de la situation financière. En cas d'acquisition d'actifs suite au rachat d'une société ou à la négociation d'un contrat d'exploitation, une juste valeur est imputée aux actifs ainsi rachetés. Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimée.

Une immobilisation incorporelle créée en interne et issue du développement commercial du Groupe est enregistrée si l'actif peut être identifié, si son coût peut être mesuré avec fiabilité et s'il est probable qu'il génère ultérieurement des bénéfices économiques. L'amortissement est constaté à compter de la date à laquelle le produit, service, processus ou système développé est mis en service. Les logiciels développés en interne font l'objet d'un amortissement linéaire sur des périodes comprises entre trois et cinq ans.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition puis inscrites dans l'état de la situation financière après déduction des amortissements et pertes de valeur cumulés. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile estimée en appliquant au coût historique minoré de la valeur résiduelle estimée au prix actuel de chaque actif un abattement selon les modalités ci-après :

— agencement sur la durée du bail : jusqu'à dix ans au plus,

— matériel informatique et logiciels achetés : trois à cinq ans,

— matériel bureautique et autres immobilisations corporelles : trois à cinq ans.

Les immobilisations corporelles cessent de figurer dans l'état de la situation financière à compter de leur cession ou dès lors que l'on n'escompte plus d'avantage économique de leur maintien en service. Les gains ou pertes relatifs à ces sorties calculés sur la différence entre le produit net de cession et la valeur nette comptable sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'immobilisation cesse de figurer dans l'état de la situation financière.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles. — Le goodwill et les immobilisations incorporelles en cours de développement font l'objet de tests de dépréciation annuels, ou plus fréquents si certains événements ou changements de circonstances donnent à penser que leur valeur comptable ne pourra plus être recouvrable dans sa totalité. Les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation si certains événements ou changements de circonstances donnent à penser que leur valeur comptable ne pourra plus être recouvrable dans sa totalité.

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill et les autres actifs sont attribués aux unités génératrices de trésorerie sous contrôle de la direction. Le test de dépréciation comprend une comparaison de la valeur comptable du goodwill ou de l'actif attribué aux unités génératrices de trésorerie correspondantes avec sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la plus élevée de la juste valeur minorée des frais de vente et de la valeur d'usage. La juste valeur minorée des frais de vente est calculée par référence à la somme pour laquelle l'actif pourrait être cédé moins les coûts liés à la vente.

La valeur d'usage est calculée en déterminant les rentrées de fonds futures attendues qui peuvent être tirées du maintien en service de l'actif, y compris celles découlant de sa cession définitive, en appliquant un taux d'actualisation avant impôts fixé en fonction du marché. La valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles et corporelles est corrigée de toute perte de valeur et cette perte est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elle survient.

La valeur comptable du goodwill attribué à une unité génératrice de trésorerie est prise en compte pour déterminer les gains ou pertes associés à la cession de celle-ci.

Instruments financiers. — Le Groupe classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes : actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat, actifs disponibles en vue de la vente, actifs détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances, liquidités et dépôts à court terme, liquidités propres, fournisseurs et comptes rattachés, prêts et emprunts ou instruments financiers dérivés.

Les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat sont des instruments financiers acquis à des fins de trading ou désignés par la direction. Les instruments financiers détenus dans cette catégorie sont comptabilisés à leur juste valeur et les frais de transaction y afférents sont imputés directement au compte de résultat. Les variations de la juste valeur sont incluses dans les produits de trésorerie nets. Les intérêts acquis ou en-cours sont comptabilisés soit dans les produits ou charges d'intérêts, soit dans les produits financiers ou charges financières selon l'objet de l'instrument financier.

Les comptes de compensation sont inclus dans cette catégorie lors de leur constatation initiale, puis comptabilisés à la date de règlement. Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est porté au bilan si la compensation est permise par la réglementation et si le règlement sur une base nette ou la réalisation de l'actif et le règlement simultané du passif sont envisagés.

Les actifs disponibles en vue de la vente sont des instruments financiers non dérivés, assortis de paiement fixes et d'échéances fixes, que le Groupe peut vendre avant l'échéance. Après évaluation initiale, les actifs financiers disponibles en vue de la vente sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, nets d'impôt jusqu'à la vente de l'actif ; dès lors, le montant total est constaté en compte de résultat.

Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont des instruments financiers non dérivés, assortis de paiements fixes et d'échéances fixes, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après évaluation initiale, les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, après déduction d'une provision pour dépréciation. L'amortissement de toute prime ou décote est inclus dans les produits d'intérêts. Le Groupe ne classe plus aucun instrument financier en actifs détenus jusqu'à l'échéance.

Les titres vendus dans le cadre de contrats de rachat à une date ultérieure fixée à l'avance restent inscrits au bilan, le Groupe conservant la quasi-totalité des risques et avantages issus de leur détention. Le montant des espèces reçues en contrepartie est constaté à l'actif du bilan assorti de l'obligation de restitution, avec les intérêts courus, et inclus dans le passif de manière à refléter la substance économique de la transaction sous forme de prêt au Groupe. La différence entre les prix de vente et de rachat est comptabilisée dans les charges d'intérêts sur la durée de vie du contrat en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Inversement, les titres achetés dans le cadre de contrats de revente à une date future fixée à l'avance ne figurent pas au bilan. La contrepartie payée, y compris les intérêts courus, est inscrite au bilan de manière à refléter la substance économique de la transaction sous la forme d'un prêt du Groupe. La différence entre les prix d'achat et de revente est constatée sous forme d'intérêts reçus sur la durée du contrat en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts et autres créances sont des instruments financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après constatation initiale à la juste valeur, les prêts et autres créances sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif après déduction d'une provision pour dépréciation.

Les liquidités et dépôts à court terme comprennent les disponibilités et les soldes actuellement disponibles auprès de banques et établissements assimilés pouvant être rapidement convertis en espèces à des valeurs connues et dont l'échéance initiale est égale ou inférieure à trois mois. Aux fins du tableau de financement, les liquidités s'entendent selon la définition ci-dessus, mais avec une échéance initiale égale ou inférieure à trois mois, nettes des découverts bancaires, enregistrés avec les prêts et emprunts dans les dettes à court terme de l'état de la situation financière. Les liquidités propres correspondent aux liquidités et dépôts à court terme qui font partie du fonds de roulement du Groupe. Les liquidités restantes sont détenues pour le compte des membres.

Les autres actifs financiers incluent les certificats de dépôt émis par des banques et garantis par l'Etat, les obligations et les bons du Trésor émis directement par l'Etat ou par un gouvernement national. Ces actifs sont initialement constatés puis ultérieurement évalués à la juste valeur.

Les prêts et emprunts, y compris les actions privilégiées et les fonds de garantie, sont initialement enregistrés à la juste valeur. Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, l'amortissement étant calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'émission ainsi que des coûts faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

Les instruments financiers dérivés tels que les swaps de taux d'intérêt et contrats de change à terme permettent de réduire l'exposition aux variations de taux d'intérêt et de change. La variation de la juste valeur de ces instruments de couverture est constatée dans le compte de résultat. Le Groupe ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de trading, mais les produits dérivés qui ne relèvent pas de la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme des instruments de trading, initialement constatés au coût d'acquisition puis évalués à la juste valeur.

Fonds de garantie et dépôts de garantie. — Les contributions aux fonds de garantie sont versées en espèces par les membres compensateurs. Les membres compensateurs ont le choix entre les espèces ou les titres pour couvrir les appels de marge initiaux ; les appels de marge réalisés ne peuvent

être couverts qu'en espèces. Les membres peuvent nantir des titres directement en recourant à un mécanisme de livraison bilatéral. Les dépôts de garantie initiaux, les appels de marge et les dépôts au titre du fonds de garantie apparaissent à l'actif ou au passif dans l'état de la situation financière.

Le montant des dépôts de garantie disponibles évoluera avec le temps sous l'effet, entre autres, de l'importance des positions ouvertes sur contrats, détenues à n'importe quel moment par des opérateurs de marché, et du taux de marge alors applicable auxdits contrats.

Les dépôts de garantie initiaux autres qu'en espèces n'apparaissent pas dans l'état de la situation financière. Ces actifs non monétaires sont détenus en dépôt et le Groupe n'est pas le propriétaire légal des actifs dans la mesure où les risques et avantages correspondants restent ceux des membres compensateurs, sauf inaccomplissement par un membre compensateur de ses obligations à l'égard du Groupe.

Sortie des actifs et passifs financiers. — Un actif ou passif financier cesse de figurer au bilan quand le contrat qui s'y rapporte est résilié, vendu, annulé ou arrive à échéance. Si un élément de passif financier existant est remplacé par un autre élément provenant du même prêteur, mais présentant des termes et conditions très différents, ou si les termes et conditions d'un élément existant sont modifiés de manière significative, cet échange ou modification vaudra annulation de l'engagement initial et inscription d'un nouvel engagement de telle manière que la différence entre les valeurs comptables respectives ainsi que les charges y afférentes seront constatées dans le compte de résultat.

Impôt. — Les actifs et passifs d'impôts courants et différés ne sont compensés qu'au sein d'un même groupe fiscal à condition qu'il existe un droit de compensation légal et que soient envisagés le règlement de leur montant net ou la réalisation de l'actif et le règlement du passif simultanément.

L'impôt sur les bénéfices lié aux éléments enregistrés directement dans les « Autres éléments du résultat global » est comptabilisé en produits ou en charges dans les Autres éléments du résultat global sans aucune incidence sur le bénéfice de l'exercice.

— Impôts courants : Les produits et charges d'impôts relatifs à l'exercice en cours et aux exercices antérieurs sont évalués à leur valeur estimée de recouvrement ou de versement auprès des autorités fiscales compétentes. Les taux d'imposition et règles fiscales régissant le calcul de ces sommes sont ceux en vigueur à la date d'approbation des états financiers par le Conseil d'administration.

— Impôts différés : Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des différences temporaires existant à la date d'arrêté du bilan entre la valeur fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable, telle que présentée au bilan, après application des taux d'imposition en vigueur à la date d'approbation des états financiers par le Conseil d'administration.

Les passifs d'impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires imposables. Les actifs d'impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'elles seront imputables à des bénéfices futurs, sauf si les actifs d'impôts différés proviennent d'investissements dans les filiales et s'il est peu probable que les différences temporaires s'inversent dans un avenir prévisible.

Provisions. — Des provisions sont constatées pour les engagements courants issus d'événements antérieurs dans la mesure où il est probable qu'un transfert d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation correspondante et où elle peut être estimée de façon fiable. Les provisions, exception faite de celles qui découlent des engagements de retraite, ne sont pas actualisées dans les cas où l'effet d'une telle actualisation ne serait pas significatif.

Actions préférentielles. — Les actions préférentielles sont incluses dans les éléments de passif lorsqu'il y a obligation de transfert d'avantages économiques à leur détenteur et elles sont comptabilisées au coût amorti. Les coûts de mise en place liés aux instruments émis sont dans un premier temps capitalisés, puis amortis sur la durée de vie attendue de l'instrument. Les frais financiers sont comptabilisés en charges financières sur la période au cours de laquelle ils sont exigibles. Les actions préférentielles du Groupe qui ont été rachetées sont comptabilisées en réduction des éléments de passif.

Constatation des produits. — Les produits des commissions de compensation et les réductions associées, ainsi que les produits des autres commissions et les frais de règlement-livraison sont constatés transaction par transaction conformément aux barèmes de commission du Groupe. Les commissions au titre des actifs non monétaires reçus en garantie sont imputées aux actifs non monétaires remis en garantie par les membres compensateurs et incluses dans les autres produits de commissions.

Les produits de trésorerie nets correspondent aux produits acquis sur les liquidités et autres actifs financiers provenant des activités de compensation des membres compensateurs après déduction des intérêts versés aux membres compensateurs sur les marges et autres fonds déposés auprès du Groupe. Les charges ou produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, basée sur l'actualisation des encaissements et décaissements futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de telle sorte qu'ils coïncident avec la valeur nette comptable dudit instrument financier.

En cas d'application de taux d'intérêt négatifs, le Groupe comptabilise en dépenses les intérêts versés sur les liquidités et autres actifs et en produits, les intérêts perçus sur les marges des membres compensateurs.

— Accords de partage de recettes - montants venant en déduction des recettes : Les montants venant en déduction des recettes sont liés aux excédents ou aux accords de partage des recettes aux termes desquels, conformément à un contrat d'exploitation, des montants doivent être restitués à l'autre partie dudit contrat d'exploitation ou aux clients compensateurs réels.

— Accords de partage de recettes - coûts liés à la quote-part des recettes : Les coûts liés à la quote-part des recettes ont trait aux accords de partage des recettes avec les membres compensateurs lorsque la quote-part des recettes ne se limite pas aux recettes à recevoir de la part de membres compensateurs spécifiques. Dès lors ces coûts sont comptabilisés dans le coût des ventes dès qu'ils se présentent au lieu de venir en déduction des recettes.

Lorsqu'un passif est créé suite à la comptabilisation d'actifs utilisés pour générer une quote-part des recettes, il est systématiquement constaté en compte de résultat sur la durée de vie utile desdits actifs et déduit des coûts correspondants liés à la quote-part des recettes.

Coût des ventes. — Les dépenses directement imputables à la création d'un produit ou à la fourniture d'un service générant des recettes immédiates ou susceptibles d'en générer sont comptabilisées dans le coût des ventes.

Avantages sociaux. — Le Groupe propose à ses salariés des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies.

Les coûts des prestations versées au titre des régimes à prestations définies sont calculés selon la méthode des unités projetées. Selon cette méthode, les droits à prestations de chaque membre conformément aux régimes sont calculés sur la base de la pension totale à laquelle chaque membre devrait avoir droit lors de son départ à la retraite. Le passif correspondant est égal à la valeur actualisée totale des prestations attribuées aux fins d'évaluation à la date du calcul sur la base de l'avis des actuaires. Les coûts des prestations au titre des services passés sont constatés dans le compte de résultat de

manière linéaire sur toute la durée de la période d'acquisition des droits, ou immédiatement si les prestations peuvent être versées. En cas de règlement ou de réduction, la variation de la valeur actuelle des engagements du régime et de la juste valeur des actifs du régime reflète les gains ou pertes constatés dans le compte de résultat.

Le montant des intérêts nets imputé au compte de résultat est calculé à l'aide d'hypothèses actuarielles fixées au début de la période du rapport annuel. Les engagements au titre des prestations définies et la valeur d'actif au début de la période annuelle sont ajustés pour tenir compte des cotisations réelles et des prestations versées au cours de la période.

Les gains et pertes actuariels sont constatés dans leur totalité dans l'état du résultat global de l'exercice pendant lequel ils surviennent. L'engagement lié aux régimes de retraite à prestations définies indiqué dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actuelle des engagements de chacun des régimes (calculée selon un taux d'actualisation basé sur les obligations privées de premier ordre bénéficiant d'une note AA ou équivalente) minorée de la juste valeur des actifs du régime devant servir à honorer directement les engagements. La juste valeur est calculée aux prix du marché et, si les titres sont cotés, elle correspond au dernier cours acheteur publié.

La cotisation à verser au plan à cotisations définies est proportionnelle aux services fournis par les salariés ; elle est comptabilisée en charges dans les avantages sociaux du compte de résultat à la date à laquelle elle est effectuée.

Rémunération en actions. — Le Groupe a mis en place des plans de rémunération en actions pour les salariés, avec règlement en actions de la société mère de tête, London Stock Exchange Group plc. La charge imputée au compte de résultat est calculée sur la base de la juste valeur des options ou des actions à la date de leur attribution à titre de mesure indirecte de la valeur des services fournis par les salariés et reçus par le Groupe ; elle est comptabilisée sur la période d'attribution correspondante.

Les plans de rémunération en actions sont comptabilisés comme des transactions réglées en instruments de capitaux propres. Le Groupe enregistre un coût au titre de ces transactions, correspondant à la réception par le Groupe d'un apport en capital de la part de LSEG, qui a été affecté à la rémunération en actions, le crédit correspondant étant constaté en capitaux propres. Une opération de débit sera ensuite enregistrée dans les capitaux propres et une dette intragroupe sera constatée au titre de l'investissement du Groupe.

Crédit-bail. — Le Groupe est locataire. Les immobilisations corporelles louées en crédit-bail dont les risques et avantages sont dans leur quasi-totalité transférés au Groupe sont inscrites en immobilisations corporelles au bilan. Les contrats de leasing financier sont portés en immobilisations sur la base de la juste valeur du bien pris en crédit-bail ou sur la base de la valeur actualisée des versements minimums de loyer, si celle-ci est moins élevée. La composante « capital » des obligations futures aux termes des contrats de leasing financier est incluse au passif du bilan. La composante « intérêts » des obligations de loyer est imputée au compte de résultat sur la période du contrat de location ; elle correspond à une part constante du capital restant dû. Les immobilisations corporelles acquises en vertu de contrats de leasing financier font l'objet d'une dépréciation sur la durée de vie économique de l'actif ou sur la durée du contrat de location si cette dernière est plus courte.

Les immobilisations corporelles louées en crédit-bail dont une partie notable des risques et avantages découlant de leur possession est conservée par le bailleur sont classées dans les contrats de location. Les loyers dus au titre des contrats de location sont imputés linéairement sur la durée du contrat dans le compte de résultat consolidé. Les incitations à la location sont constatées sur toute la durée du contrat. Lorsqu'un bail devient onéreux, la valeur totale des coûts nets futurs est immédiatement constatée en compte de résultat.

Évaluation de la juste valeur. — Le Groupe évalue les instruments financiers, tels que les produits dérivés, à leur juste valeur à la date d'arrêté du bilan.

La juste valeur correspond au prix qui serait perçu, à la date d'évaluation, en cas de vente d'un actif ou qui serait versé en cas de transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction régulière entre opérateurs du marché et en conditions de pleine concurrence. L'évaluation de la juste valeur se fonde sur l'hypothèse que la transaction de vente de l'actif ou de transfert du passif a lieu sur le principal marché desdits actifs ou passifs ou sur le plus avantageux pour ces derniers. La juste valeur d'un actif ou d'un passif est évaluée par application d'hypothèses censées être utilisées par les opérateurs du marché pour fixer le prix d'un actif ou d'un passif, en partant du principe selon lequel lesdits opérateurs du marché agissent au mieux de leurs intérêts.

Le Groupe a recours à des techniques d'évaluation appropriées aux circonstances et pour lesquelles il existe suffisamment de données disponibles pour évaluer la juste valeur, en donnant la préférence à des données observables pertinentes plutôt qu'à des données non observables. Tous les actifs et passifs dont la juste valeur est évaluée ou publiée dans les états financiers sont classés par catégories selon la hiérarchie des méthodes d'évaluation de la juste valeur, décrite à la note 19.

Pour les actifs et passifs comptabilisés sur une base récurrente dans les états financiers, le Groupe détermine si des transferts ont eu lieu entre différents niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement par catégories (d'après le niveau de données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité) à la fin de chaque période de reporting. Aux fins des informations à fournir sur la juste valeur, le Groupe établit des catégories d'actifs et de passifs d'après la nature, les caractéristiques et les risques propres auxdits actifs et passifs et d'après le niveau de hiérarchie des méthodes d'évaluation de la juste valeur selon les explications données ci-dessus.

Éléments non récurrents. — Les éléments de produits et charges exceptionnels, qui sont importants par leur taille et/ou leur nature, sont classés dans les éléments non récurrents en compte de résultat dans la catégorie correspondante. La présentation séparée de ces éléments avec la dépréciation des immobilisations incorporelles donne un aperçu de la performance sous-jacente.

Subventions publiques. — Les subventions à recevoir sont constatées en compte de résultat sur la période au cours de laquelle les dépenses sont encourues si on prévoit que des montants seront reçus à ce titre.

Nouvelles normes comptables, modifications et interprétations :

— Normes publiées et adoptées pour l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2016 : Les modifications et clarifications suivantes, qui ont été, le cas échéant, adoptées, n'ont pas eu d'effet notable sur les résultats du Groupe.

	Date d'entrée en vigueur pour les périodes commençant à compter du
Modifications de la norme IFRS 11, Comptabilisation des participations dans des coentreprises	1 ^{er} janvier 2016

Modification de la norme IAS 16, Immobilisations corporelles, et de la norme IAS 38, Immobilisations incorporelles : Clarification sur les modes d'amortissement acceptables	1 ^{er} janvier 2016
Modifications de la norme IAS 27, Méthode de mise en équivalence dans les états financiers séparés	1 ^{er} janvier 2016
Modifications de la norme IAS 16 et de la norme IAS 41, Agriculture - Plantes productrices	1 ^{er} janvier 2016
Améliorations annuelles 2012-2014	1 ^{er} janvier 2016
Modifications des normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28, Entités d'investissement - Application de l'exemption de consolidation*	1 ^{er} janvier 2016
Modifications de la norme IAS 1, Initiative concernant les informations à fournir	1 ^{er} janvier 2016

* Normes publiées mais non applicables à l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2016 et n'ayant pas fait l'objet d'une application anticipée.

Les normes, modifications et interprétations ci-après ont été publiées par l'IASB et l'IFRIC et assorties d'une date d'entrée en vigueur postérieure au 31 décembre 2016.

	Date d'entrée en vigueur pour les périodes commençant à compter du
Modifications de la norme IAS 12, Comptabilisation des impôts différés actifs sur pertes latentes*	1 ^{er} janvier 2017
Modification de la norme IAS 7, Initiative concernant les informations à fournir*	1 ^{er} janvier 2017
IFRS 9, Instruments financiers*	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients (et clarifications ultérieures)*	1 ^{er} janvier 2018
Modifications de la norme IFRS 2, Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions*	1 ^{er} janvier 2018
Modifications de la norme IFRS 4, Appliquer la norme IFRS 9, Instruments financiers avec IFRS 4, Contrats d'assurance*	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 16, Contrats de location*	1 ^{er} janvier 2019
IFRS 14, Comptes de report réglementaires*	Dans l'attente de la norme finale
* Sous réserve d'approbation par l'UE.	

— Norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients : La norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, introduit de nouveaux principes comptables pour la constatation des produits de tous types de ventes de biens ou prestations de services. Elle entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018 et sera adoptée pour les états financiers de l'exercice 2018. La norme IFRS 15 fournit un modèle unique en cinq étapes reposant sur un ensemble de principes et sera applicable à tous les contrats de vente ; elle s'appuie sur la notion de transfert du contrôle des biens et services aux clients. Elle remplace les modèles séparés pour les biens, services et contrats de construction actuellement inclus dans la norme IAS 11, Contrats de construction et dans la norme IAS 18, Produits des activités ordinaires.

Ainsi qu'il ressort de l'évaluation provisoire du Groupe, une estimation devra être faite, après adoption initiale de la norme IFRS 15, principalement pour déterminer : (i) la date de comptabilisation du chiffre d'affaires au titre des services fournis ; (ii) la part variable de la rémunération, qui fluctue en fonction de facteurs indépendants de la volonté du Groupe ; et (iii) la satisfaction des obligations de performance dans le cadre de contrats portant sur plusieurs prestations de services aux clients.

Le Groupe continuera à évaluer l'impact de la norme en 2017 ; mais il ne prévoit aucun changement significatif concernant la date de comptabilisation du chiffre d'affaires.

— IFRS 9, Instruments financiers : La norme IFRS 9, Instruments financiers, qui entrera en vigueur à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2018, simplifiera la classification des actifs financiers aux fins d'évaluation. Elle ne devrait pas, cependant, avoir un impact significatif sur les états financiers.

— IFRS 16, Contrats de location : La norme IFRS 16, Contrats de location, qui entrera en vigueur à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (elle n'a pas encore été approuvée par l'UE), fait obligation de comptabiliser tous les contrats de location au bilan. Actuellement, selon la norme IAS 17, Contrats de location, seuls les contrats de location, classés dans la catégorie des contrats de location-financement doivent être comptabilisés au bilan, tandis que ceux classés dans la catégorie des contrats de location-exploitation ne sont pas comptabilisés. De manière générale, cette norme aura pour effet de constater un élément de passif et un élément d'actif correspondant, au titre des engagements de location-exploitation, exposés à la note 21.

2. Gestion des risques.

Introduction. — De par ses activités, le Groupe est exposé à plusieurs risques financiers, principalement aux risques de marché (volatilité des marchés financiers, taux d'intérêt, change), au risque souverain, au risque de crédit et au risque de liquidité. Outre les risques financiers, le Groupe est également exposé à d'autres risques tels que le risque opérationnel, juridique, de conformité et de réputation. Le Groupe gère ces risques grâce à plusieurs mécanismes de contrôle. Sa stratégie de gestion des risques se veut prudente, mais également réactive à tout changement de l'environnement de risque.

La responsabilité globale de la gestion des risques incombe au Conseil d'administration du Groupe. Les tâches quotidiennes sont déléguées au Directeur de la gestion des risques du Groupe qui assure la délégation de cette mission à la direction des filiales d'exploitation dans le respect des politiques de risque qui sont établies en fonction de l'appétit pour le risque du Conseil d'administration et convenues par les comités des risques et les conseils d'administration du Groupe. L'application de ces politiques est assurée par les fonctions métiers à titre de première ligne de défense et par l'équipe de gestion des risques du Groupe à titre deuxième niveau de garantie indépendante, qui contrôle et gère les expositions découlant des diverses activités de compensation. Les politiques de risque sont harmonisées à l'échelle du Groupe. La pertinence des politiques de gestion des risques ainsi que les principales données relatives aux risques sont régulièrement évaluées par les Conseils d'administration du Groupe et des contreparties centrales, ainsi que par les sous-comités du Conseil d'administration, chargés du risque ; des missions d'audit des processus au sein des services de gestion des risques sont, en outre, régulièrement effectuées.

— Cadre de gestion des risques d'entreprise : Chacun des risques identifiés dans la présente section est régi par le Cadre de Gouvernance des Risques établi et mis à jour au moins une fois par an par les Conseils d'administration. Le cadre indique le niveau global d'appétit du Groupe et de ses contreparties centrales pour le risque ; il définit chaque type de risque, il en précise la gestion ainsi que les niveaux de tolérance. Le cadre fait également obligation d'évaluer, de surveiller et signaler périodiquement tous les risques par l'intermédiaire d'un cadre de Gestion des Risques d'Entreprise, qui est coordonné par le Directeur de la gestion des risques de la contrepartie centrale.

On trouvera ci-dessous une description et un résumé de la méthode de gestion du risque, pour chaque type de risque principal.

Volatilité des marchés financiers (risque de marché latent) :

— Description du risque : La volatilité des marchés financiers sur lesquels le Groupe opère peut affecter ses résultats et son aptitude à réaliser ses objectifs commerciaux. Les contreparties centrales du Groupe ont une position équilibrée sur tous les contrats compensés et n'encourent pas de risque de marché notable, sauf en cas de défaillance d'un membre compensateur. Dans ce cas, le Groupe est confronté au risque de marché qui est corrélé aux positions du membre compensateur et aux conditions de marché.

— Méthode de gestion du risque : Les comités de gestion des risques et les Conseils d'administration examinent et approuvent, au moins une fois par an, les politiques de gestion des risques de marché et de crédit du Groupe. Un ensemble de méthodes d'évaluation, y compris les modèles de marge empiriques et analytiques, les tests de solidité (stress tests) et l'analyse de scénarios, sont quotidiennement utilisées pour déterminer le niveau de risque de crédit et de marché auquel le Groupe est exposé et, partant, le montant des ressources devant être détenues pour couvrir lesdits risques de marché dans des conditions à la fois normales et extrêmes, mais plausibles.

Les dépôts de garantie initiaux au titre de tous les services de compensation sont calibrés et contrôlés a posteriori en fonction d'un niveau de confiance de 99,7 %. Cela permet de réduire la probabilité de perte liée à la défaillance d'un membre compensateur, avec une notation allant de la pire note de crédit acceptable à une note AAA, à l'horizon 12 mois.

Ce risque de marché potentiel est atténué par les appels de marge sur les positions réévaluées au prix du marché et en calculant le montant des dépôts de garantie initiaux correspondant, selon les estimations du Groupe, au risque de marché futur probable dans des conditions de marché normales et de tension, calibré selon un niveau de confiance de 99,7 % pour tous les produits. Ces appels de marges supplémentaires sont calculés en fonction de risques de concentration, de liquidité, de corrélation et de crédit spécifiques. Les appels de marge comme les dépôts de garantie initiaux sont collectés chaque jour et reconstitués en cours de séance, sous réserve des seuils liés au crédit.

Les contreparties centrales du Groupe acceptent à la fois des liquidités dans les devises principales et des actifs liquides non monétaires de qualité remis en garantie pour couvrir les appels de marge. La liste des émetteurs de garanties non liquides acceptables est restreinte. Les décotes sont appliquées à chaque type de titre en tenant compte des risques de marché, de crédit, de change, de pays et de liquidité ; elles sont calibrées en fonction d'un niveau de confiance de 99,7 %. Tous les titres reçus en garantie sont réévalués quotidiennement.

Total portefeuille de titres apportés en garantie	2016	2015
	En milliards d'euros	En milliards d'euros
Dépôts de garantie reçus en espèces	72,1	52,8
Dépôts de garantie reçus sous forme de titres non monétaires	79,0	56,8
Garanties	1,1	1,0
Total des engagements de marge	152,2	110,6

Le montant maximum des engagements de marge au cours de l'exercice ressort à 163,3 milliards d'euros (2015 : 116,9 milliards d'euros).

Les candidats à la compensation doivent satisfaire à des critères de crédit, financiers et opérationnels rigoureux ; le respect de ces critères fait l'objet d'un examen régulier dans le cadre des politiques de gestion des risques du Groupe. Tous les membres compensateurs reçoivent une notation de crédit interne (Internal Credit Score ou ICS) et la méthodologie ICS est soumise à une validation indépendante au moins une fois par an.

Les filiales d'exploitation font également obligation à tous les membres compensateurs de contribuer à des fonds de garantie préfinancés pouvant être mobilisés si les marges d'un membre défaillant ne couvrent pas entièrement les coûts de débouclage. Les ressources financières supplémentaires comprennent une part des fonds propres des contreparties centrales (CCP) ainsi que les apports complémentaires des membres compensateurs, pour garantir la continuité des opérations. Les fonds de garantie préfinancés des filiales d'exploitation sont séparés par service de compensation et sont d'une taille suffisante pour servir à tout moment de couverture en cas de défaillance des deux groupes de membres compensateurs susceptibles de générer les plus lourdes pertes, au-delà du dépôt de garantie, dans le cadre d'un large éventail de scénarios plausibles de conditions de marché extrêmes.

Au 31 décembre 2016, le montant total des contributions des membres compensateurs aux fonds de garantie s'élevait à 11,2 milliards d'euros (2015 : 7,6 milliards d'euros) (note 17). Le montant maximum au cours de l'exercice a atteint 11,6 milliards d'euros (2015 : 10,1 milliards d'euros). Les membres compensateurs ont pris l'engagement d'augmenter leur contribution en cas de défaut d'un membre compensateur équivalent à environ deux fois ce montant.

Les modèles permettant de calculer les marges, les décotes appliquées aux titres apportés en garantie, les notes de crédit des contreparties, les pertes en cas de tensions sur les marchés et les contributions aux fonds de garantie font l'objet d'une vérification indépendante au moins une fois par an et sont conformes à toutes les exigences réglementaires applicables.

Risque souverain :

— Description du risque : Les inquiétudes du marché à l'égard des niveaux de la dette publique et de l'aptitude de certains Etats à assurer le service de la dette à terme ainsi que le désarroi ainsi suscité dans les pays concernés peuvent avoir des effets défavorables sur la valeur et la liquidité des titres compensés, sur les dépôts de garantie et sur les investissements, ainsi que sur les membres compensateurs, leurs clients, et le secteur financier dans son ensemble.

— Méthode de gestion du risque : Des structures spécifiques permettent de gérer le risque souverain à la fois pour la compensation des titres à revenu fixe et les dépôts de garantie ; tous les portefeuilles des membres compensateurs sont régulièrement soumis, aux fins de contrôle, à une série de scénarios de stress portant sur les titres souverains assortis de modèles d'escalade du risque souverain. Par ailleurs, les plafonds d'investissement de

même que la surveillance des contreparties et des membres compensateurs évoluent en fonction des variations des indicateurs économiques et des marchés financiers, faisant en sorte que le Groupe soit en mesure d'évaluer, de surveiller et d'atténuer l'exposition au risque souverain, ainsi que de réagir rapidement aux variations réelles ou anticipées.

Les comités de risque et les conseils d'administration procèdent à une surveillance en continu de ces risques et la structure de risques souverains continue de protéger le Groupe contre une volatilité potentiellement forte sur les marchés de la dette souveraine. Au 31 décembre 2016, le Groupe avait procédé à des investissements dans la dette souveraine (ou équivalent) des pays suivants :

Dette souveraine (ou équivalent)	2016		2015	
	Valeur de l'investissement	Proportion	Valeur de l'investissement	Proportion
	En milliards d'euros	%	En milliards d'euros	%
France	18,3	40	17,9	57
Etats-Unis	13,9	30	5,4	17
Pays-Bas	5,7	12	0,4	1
Royaume-Uni	4,4	10	3,6	12
Union européenne	1,0	2	1,3	4
Autres	3,0	6	2,6	8
Total	46,3	100 %	31,2	100 %

Le montant ci-dessus comprend tous les autres actifs financiers, soit 21 623,3 millions d'euros (2015 : 18 163,0 millions d'euros) ainsi que les dépôts à vue auprès des banques centrales.

Risque de crédit :

— Description du risque : Le risque de crédit est celui encouru en cas d'incapacité ou de refus par une contrepartie du Groupe de respecter un engagement financier à l'égard de ce dernier. L'exposition du Groupe au risque de crédit est directement liée au réinvestissement des liquidités qu'il détient, principalement en raison de ses activités de contrepartie centrale, au titre de la collecte des appels de marge et des contributions aux fonds de garantie de ses membres compensateurs.

— Méthode de gestion du risque : Le portefeuille de placements est investi conformément à des politiques de risque clairement définies exigeant l'investissement sécurisé d'une part significative du portefeuille grâce à des contrats de prises en pension avec des institutions financières et de crédit, garantis par des titres d'Etat de premier ordre, des titres garantis par l'Etat ou des titres supranationaux ou grâce à des investissements directs dans ces titres ou au placement de liquidités auprès de banques centrales.

Conformément à la politique relative aux risques de placement, la valeur de marché des titres reçus en garantie doit être soumise à une décote, l'échéance moyenne du portefeuille ne doit pas excéder deux ans, et si les liquidités peuvent être déposées sans garantie, ces opérations s'entendent exclusivement à court terme, auprès d'institutions bancaires de qualité, sur une période limitée à 12 mois et à concurrence de 5 % en moyenne et de 10 % au plus des investissements auprès de toutes les institutions de crédit.

Le capital de LCH.Clearnet Limited exposé au risque de défaillance d'une institution bancaire ou de l'émetteur d'un instrument de dette est limité à 15 millions d'euros selon le modèle de provisions pour pertes hors défaillance à appliquer en cas de pertes liées à des situations autres que la défaillance d'un membre compensateur et pouvant compromettre la solvabilité de la contrepartie centrale. Ces règles ont été introduites en réponse à la révision des Exigences comptables applicables aux contreparties centrales (CCP) au Royaume-Uni, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014. Les pertes liées à une défaillance sur le portefeuille de trésorerie d'un montant supérieur à 15 millions d'euros seraient réparties entre les membres compensateurs.

Au 31 décembre 2016, le portefeuille de placements s'établissait à 82,5 milliards d'euros (2015 : 57,6 milliards d'euros), dont 99,9 % (2015 : 99,8 %) sécurisés et assortis d'une échéance moyenne globale de 56 jours (2015 : 31 jours). La taille maximale du portefeuille au cours de l'exercice a atteint 86,3 milliards d'euros (2015 : 65,3 milliards d'euros). On trouvera à la note 19 une analyse du portefeuille de placements notamment par type et hiérarchie des méthodes d'évaluation de la juste valeur.

Toutes les contreparties, y compris les membres compensateurs, les contreparties centrales agissant en interaction, les contreparties de placement, les dépositaires et les institutions de règlement et de paiement, les émetteurs souverains et banques centrales sont évalués conformément à une structure interne d'évaluation du crédit. Cette structure intègre plusieurs éléments du profil financier de la contrepartie, dont le financement, la liquidité, les fonds propres et la rentabilité, ainsi qu'une évaluation des capacités opérationnelles. La structure d'évaluation du crédit est validée par un organisme indépendant, au moins une fois par an, et contrôlée régulièrement pour en évaluer la performance. Des notes de crédit minimales sont établies lors de l'adhésion à un service de compensation et également, concernant les institutions, pour être déclarées éligibles à un investissement ou en qualité de contreparties centrales agissant en interaction, dépositaires et institutions de règlement et de paiement. Ces notes de crédit minimales sont fixées dans le cadre des politiques de risque qui sont examinées et approuvées, tous les ans, par les conseils d'administration des contreparties centrales. La politique de gestion des risques prévoit également d'augmenter les dépôts de garantie des membres compensateurs dès que leur note de crédit se dégrade en deçà du niveau initial. D'autres mesures sont également applicables : un abaissement du seuil de tolérance au risque de crédit et une réduction forcée de l'exposition.

Le Groupe agit en relation avec plusieurs autres contreparties centrales (CCP) en Europe pour les produits compensés au comptant. Cette interopérabilité avec d'autres CCP présente des risques similaires à ceux auxquels le Groupe est actuellement exposé concernant ses propres membres compensateurs. Le risque de crédit est géré selon la même structure d'évaluation du crédit que celle appliquée aux membres compensateurs et autres contreparties. Pour couvrir le risque de marché latent découlant de l'exposition à l'interopérabilité, toutes les contreparties centrales liées par des relations d'interopérabilité sont soumises à un margining quotidien. Aux termes de la réglementation européenne, les contreparties centrales ne sont pas autorisées à contribuer au fonds de garantie d'une autre contrepartie centrale mais des appels de marge supplémentaires équivalents sont appliqués aux expositions à l'interopérabilité de manière à obtenir une garantie complète, qui est à tout moment préfinancée.

Au 31 décembre 2016, les marges totales au titre des relations d'interopérabilité, déposées auprès d'autres contreparties centrales et reçues aux termes d'accords de réciprocité avec ces dernières s'élevaient à 4 514,2 millions d'euros et à 4 581,5 millions d'euros (2015 : 3 678,2 millions d'euros et 3 323,8 millions d'euros) respectivement. L'exposition maximale au risque de crédit lié aux actifs financiers correspond à la valeur comptable à la date d'arrêté du bilan.

— Analyse par note de crédit : Le tableau ci-dessous décrit les comptes des membres compensateurs et le portefeuille de placements du Groupe, classés en fonction de la note de crédit (Fitch) des contreparties. Le portefeuille de trésorerie inclut les disponibilités et autres actifs financiers.

	Note	2016	2015
		Millions d'euros	Millions d'euros
Juste valeur des transactions avec les membres compensateurs (note attribuée par Fitch) :			
Membres compensateurs notés AAA		17 467,9	24 962,6
AA		2 582,9	4 816,8
AA-		7 781,6	21 354,0
A+		55 214,3	38 218,2
A		114 735,4	140 381,5
A-		38 045,8	12 582,5
BBB+		101 462,7	96 274,2
BBB		7 604,0	2 791,7
Autres, < BBB		16 360,0	14 839,2
Pas de note		7 723,8	4 181,7
	12	368 978,4	360 402,4
Portefeuille de placements du Groupe (notes attribuées par les grandes agences d'évaluation) :			
AAA/AA+/AA/AA - Avec garantie de l'Etat		46 375,4	31 184,7
AA/AA+/AAA Avec garantie		3 502,0	2 724,9
AA/AA+/AAA Sans garantie			67,0
A/A-/A+/A-/BBB+ Avec garantie		32 463,3	23 507,8
A/A+/AA- Sans garantie		127,7	75,2
		82 468,4	57 559,6

Le risque de crédit total du Groupe est représenté par l'ensemble de ses actifs financiers, tels que mentionnés à la note 19.

Risque de concentration :

— Description du risque : Le risque de concentration peut découler d'expositions individuelles importantes liées les unes aux autres ou d'expositions significatives à des groupes de contreparties dont la probabilité de défaillance dépend de facteurs communs.

— Méthode de gestion du risque : Le risque de concentration directe existe dans plusieurs domaines d'activité des contreparties centrales du Groupe. Pour éviter une concentration excessive des risques, chaque contrepartie veille à diversifier son portefeuille d'actifs liquides de qualité et recourt à un large éventail de dépositaires, ainsi que d'agents et de banques de paiement et de règlement.

Les risques de concentration indirecte, liés à la défaillance d'un membre compensateur, sont gérés dans le cadre de la politique de gestion des risques de plusieurs manières, dont les appels de marge supplémentaires pour des positions à forte concentration, les restrictions relatives à des émetteurs de garanties non liquides et la fixation de plafonds concernant l'exposition à des groupes de membres sur l'ensemble des activités de compensation et de placement.

Au 31 décembre 2016, la plus forte concentration d'expositions de placement était de 22,2 % du portefeuille total de placements et concernait des titres garantis par l'Etat français (2015 : 31,1 % de titres garantis par l'Etat français).

Procyclicité :

— Description du risque : Les contreparties centrales (CCP), qui jouent un rôle important d'un point de vue systémique, reconnaissent qu'elles ont une grande responsabilité à l'égard de leurs membres compensateurs et autres opérateurs du marché et doivent faire en sorte que les mesures prises n'amplifient pas indûment les tensions existantes sur le marché. En effet, les mesures d'atténuation du risque, excessivement procycliques, ne sont pas souhaitables de la part des contreparties centrales du Groupe d'un strict point de vue de gestion du risque comme d'un point de vue réglementaire et macro-économique.

— Méthode de gestion du risque : Les contreparties centrales de LCH reconnaissent que si certains niveaux de procyclicité sont inévitables, dans la mesure où elles doivent se protéger elles-mêmes en s'assurant du dépôt de marges suffisantes contre le risque, des normes ont été introduites pour faire en sorte que le cadre de gestion des risques et les modèles de marge, de décote, et d'évaluation du crédit permettent de gérer correctement les questions de procyclicité. Ces normes impliquent que tous les modèles utilisés pour fixer les niveaux de ressources appelées de la part des participants et qui peuvent, dès lors, générer des résultats procycliques, soient testés en recourant à une longue période de données historiques.

Risque de taux d'intérêt :

— Description du risque : Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt par le biais de ses liquidités et placements, des dépôts et fonds de garantie qu'il a reçus des membres compensateurs et des emprunts qu'il a contractés.

— Méthode de gestion du risque : Les actifs portant intérêt sont investis pour une durée plus longue que les passifs portant intérêt, dont le taux d'intérêt est en général révisé quotidiennement ; en conséquence, les revenus de trésorerie sont soumis à la volatilité des taux au jour le jour et à l'évolution de l'écart entre les taux d'intérêt au jour le jour et à terme. L'exposition aux taux d'intérêt est gérée sur la base de paramètres relatifs à

l'appétit pour le risque, les sensibilités par rapport à ces derniers étant contrôlées quotidiennement. Le risque pour le capital du Groupe est géré dans les limites du risque de taux d'intérêt, exprimé en pourcentage du capital de chaque filiale et calculé dans le cadre de scénarios de stress.

— Analyse de sensibilité aux taux d'intérêt : Le Groupe entend réduire son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt. Cette exposition est essentiellement due au décalage existant entre les actifs du Groupe portant intérêt et les passifs des membres portant intérêt. Comme le taux d'intérêt payé sur les passifs des membres est généralement révisé au jour le jour en fonction des taux d'intérêt en vigueur sur le marché, le Groupe est exposé pendant la durée nécessaire à la révision des taux d'intérêt sur ses placements de même qu'il est exposé aux variations des écarts entre le taux au jour le jour et les taux à terme. L'exposition fixe maximale sur tout actif du portefeuille de trésorerie est égale à un an et le portefeuille est soumis à un plafond global de taux d'intérêt.

Le tableau suivant montre l'impact de l'exposition décrite ci-dessus sur le résultat consolidé après impôt et sur les bénéfices non distribués incorporés aux capitaux propres :

	2016			2015		
	+25 pb	+50 pb	+100 pb	+25 pb	+50 pb	+100 pb
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Exposition nette des liquidités et des comptes des membres compensateurs	- 11,9	- 23,8	- 47,6	- 16,2	- 32,5	- 64,9
Incidence fiscale	2,5	5,0	9,9	4,5	9,0	17,9
Diminution du bénéfice après impôt	- 9,4	- 18,8	- 37,7	- 11,7	- 23,5	- 47,0

	2016			2015		
	-25 pb	-50 pb	-100 pb	-25 pb	-50 pb	-100 pb
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Exposition nette des liquidités et des comptes des membres compensateurs	11,9	23,8	47,6	16,2	32,5	64,9
Incidence fiscale	- 2,5	- 5,0	- 9,9	- 4,5	- 9,0	- 17,9
Augmentation du bénéfice après impôt	9,4	18,8	37,7	11,7	23,5	47,0

Risque de liquidité :

— Description du risque : Il faut entendre par risque de liquidité le risque pour le Groupe de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations de paiement à l'échéance.

Le risque de liquidité résulte des flux opérationnels quotidiens tels que les remboursements aux membres compensateurs d'espèces reçues en garantie, la fourniture de liquidité pour faciliter les opérations de règlement et les flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement. En cas de défaillance d'un membre compensateur, le Groupe doit transférer ou liquider le portefeuille du membre défaillant. Cette procédure de gestion du cas de défaillance peut nécessiter des liquidités supplémentaires pour couvrir les pertes découlant de la couverture ou de la clôture du portefeuille, ainsi que pour exécuter les obligations de marge et de règlement du membre défaillant jusqu'à ce que le portefeuille soit entièrement clôturé ou transféré.

— Méthode de gestion du risque : C'est pourquoi le risque de liquidité est géré en veillant à ce que les contreparties centrales du Groupe disposent de liquidités suffisantes pour faire face à leurs obligations de paiement à l'aide des facilités appropriées afin de répondre aux déséquilibres à court terme entre les liquidités disponibles et les obligations de paiement. Les contreparties centrales conservent des volants de liquidité pour faire face aux besoins opérationnels quotidiens attendus en fonction du niveau maximum des sorties de fonds observées dans les statistiques sur une durée prolongée ainsi qu'aux besoins en liquidité en cas de défaillance modélisée des deux groupes de membres compensateurs présentant en l'occurrence les besoins les plus élevés, pour permettre aux contreparties centrales de continuer à honorer leurs obligations envers les membres compensateurs et autres contreparties.

La gestion de la liquidité du Groupe répond à des objectifs stricts de liquidité minimale fixés par les hauts responsables dans le cadre des équipes risque et gestion des liquidités et titres apportés en garantie. Ces objectifs font l'objet d'un examen régulier dont les conclusions sont soumises aux comités de risque et aux conseils d'administration. L'équipe en charge de la gestion des liquidités et titres apportés en garantie vérifie quotidiennement que chaque contrepartie centrale du Groupe est en mesure de répondre à ses besoins financiers à tout moment et, notamment, de poursuivre ses activités même en cas de défaillance d'un ou plusieurs membres compensateurs.

La capacité d'accès aux liquidités en cas de conditions extrêmes de marché fait l'objet d'une modélisation quotidienne. Les liquidités comprennent les soldes de trésorerie disponible, les lignes de financement garanti et, s'agissant de LCH SA, banque implantée dans la zone euro, l'accès aux liquidités de la banque centrale. LCH a recours à la monnaie banque centrale dès lors que de telles facilités lui sont accessibles en tant que contrepartie centrale et qu'elles sont utilisables comme spécifié dans le cadre de révisions internes.

Le tableau ci-dessous analyse les passifs financiers du Groupe, répartis par groupes d'échéances, sur la base de la période restante et ce, de la date d'arrêté du bilan à la date d'échéance contractuelle. Les montants indiqués dans le tableau correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés.

Au 31/12/16	A vue	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Transactions avec les membres compensateurs		- 367 324,1	- 1 652,4	- 1,9	- 368 978,4
Dépôts de garantie initiaux et autres comptes de membres compensateurs		- 77 700,4			- 77 700,4

Fonds de garantie			– 11 183,2		– 11 183,2
Fournisseurs et comptes rattachés	– 83,1	– 31,9	– 134,2	– 2,3	– 251,5
Actions préférentielles (net)			– 191,8		– 191,8
Prêts et emprunts					

Au 31/12/15	A vue	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Transactions avec les membres compensateurs		– 358 724,3	– 1 677,7	– 0,4	– 360 402,4
Dépôts de garantie initiaux et autres comptes de membres compensateurs		– 54 852,1			– 54 852,1
Fonds de garantie			– 7 561,6		– 7 561,6
Fournisseurs et comptes rattachés	– 6,6	– 121,0	– 92,4		– 220,0
Actions préférentielles (net)			– 11,8	– 191,8	– 203,6
Prêts et emprunts		– 0,1	– 0,3		– 0,4

Pour les fonds de garantie, l'échéance des passifs correspond à la date de refixation des taux d'intérêt des actifs. L'échéance moyenne pondérée du portefeuille total est de 56 jours (2015 : 31 jours) et l'exposition au risque de taux d'intérêt est soumise à des conditions strictes.

Les intérêts dus au titre des passifs financiers sont basés sur des taux fixés quotidiennement.

Risque de change :

— Description du risque : Le risque de change est lié au fait que les sociétés du Groupe encourent en général des dépenses dans leurs monnaies locales respectives et perçoivent des recettes et des revenus de trésorerie dans plusieurs devises principales. Les sociétés du Groupe convertissent leurs actifs et passifs nets exprimés dans d'autres devises (principalement la livre sterling et le dollar américain au sein de LCH Limited) dans leur monnaie de fonctionnement.

— Méthode de gestion du risque : LCH Limited convertit les soldes de change excédentaires en euros une fois par mois, lorsque cela est possible. Cela permet d'atténuer en partie l'impact des fluctuations de change sur les résultats financiers du Groupe. Tous les écarts de change provenant de la conversion des actifs et passifs nets sont portés au compte de résultat.

Le Groupe n'a pas de couverture désignée ; il s'efforce néanmoins de faire concorder les passifs en devises et les actifs monétaires. La volatilité du compte de résultat et des fonds propres réglementaires de LCH Limited, consécutive aux variations de change, fait l'objet d'une surveillance.

— Sensibilité au taux de change : Le Groupe examine les sensibilités aux variations de change qui sont appropriées aux conditions du marché. Au 31 décembre 2016, le Groupe a étudié les variations de change en livres sterling et dollars américains au sein de LCH Limited, au cours de l'exercice 2016, et a conclu qu'une variation de 10 % des taux est un niveau raisonnable pour mesurer le risque auquel est exposé le Groupe. On trouvera dans le tableau ci-dessous l'impact sur le bénéfice après impôt de LCH Limited, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, et sur les fonds propres au 31 décembre 2016, dans l'hypothèse d'une dépréciation ou d'une appréciation de 10 % de l'euro face à la livre sterling et/ou au dollar américain, toutes autres variables restant constantes, et ce, avec toutes les données comparables pour 2015. Les variations des autres devises et entités ne sont pas significatives.

De plus, l'actif net du Groupe est exposé au risque de change au titre de la reconversion de l'actif net des filiales étrangères à la date d'arrêt du bilan en dollars américains. Cette reconversion est sans incidence sur le bénéfice net du Groupe, mais elle est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et elle a un impact sur les fonds propres.

Le tableau ci-dessous comprend également l'impact sur les fonds propres dans l'hypothèse d'une variation de 10 % de l'euro face au dollar américain.

	2016		2015	
	Bénéfice après impôt	Fonds propres	Bénéfice après impôt	Fonds propres
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Livre sterling - appréciation de l'euro	1,8	0,6	1,2	1,9
Livre sterling - dépréciation de l'euro	– 2,2	– 0,7	– 1,4	– 2,4
Dollar US - appréciation de l'euro	– 0,8	– 1,9	– 0,5	– 2,9
Dollar US - dépréciation de l'euro	1,0	2,4	0,6	3,6

En cas de fluctuation du taux de change moyen de l'euro à hauteur de 10 p face à la livre sterling et de 10 cents face au dollar américain, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le résultat d'exploitation du Groupe au titre de l'exercice aurait enregistré une variation de 3,3 millions d'euros (2015 : 4,7 millions d'euros).

Risque de règlement :

— Description du risque : Il faut entendre par risque de règlement le risque pour le Groupe d'effectuer un paiement ou une livraison sans recevoir simultanément la livraison ou le paiement de la contrepartie.

— Méthode de gestion du risque : Le Groupe atténue significativement ce risque en recourant en toutes circonstances à des mécanismes de livraison contre paiement garanti.

Risque de règlement bancaire :

— Description du risque : Le Groupe est exposé au risque de défaillance d'une banque de règlement et, partant, à des pertes de crédit et à des besoins de liquidités accrus.

— Méthode de gestion du risque : Le Groupe combine les services de banque centrale, d'agent de paiement et de banque commerciale de règlement. Sa politique consiste à n'autoriser la conservation d'un jour sur l'autre que d'un minimum d'avoirs non garantis auprès des banques commerciales de règlement et à placer l'essentiel des avoirs auprès des banques centrales. Les avoirs non garantis entraînent un abaissement des plafonds de dépôt auprès des banques commerciales. Les expositions de crédit en cours de séance au risque de concentration des banques commerciales sont aussi étroitement surveillées.

En cas d'incapacité, de la part de l'agent de paiement ou de la banque commerciale de règlement, à transférer des fonds au Groupe, les membres compensateurs demeurent responsables de l'exécution de leurs obligations de paiement vis-à-vis des contreparties centrales du Groupe.

Les politiques de risque spécifient les notes de crédit minimales pour tous les intermédiaires de paiement et de règlement ; ces notes de crédit font l'objet d'une surveillance en continu. Un examen complet du crédit de la contrepartie est effectué tous les ans et un exercice de « due diligence » complet est également réalisé au moins tous les deux ans. Les notes de crédit de la contrepartie découlent du cadre décrit dans la section Risque de crédit ci-dessus.

Risque de conservation :

— Description du risque : Le risque de conservation consiste en la perte de titres en dépôt du fait de l'insolvabilité, de la négligence, d'un détournement d'actifs, de la mauvaise gestion ou d'une mauvaise tenue des registres d'un dépositaire.

— Méthode de gestion du risque : Bien que le risque d'insolvabilité des dépositaires centraux ou des banques dépositaires auxquels le Groupe fait appel soit faible, le Groupe atténue ce risque à l'aide d'un dispositif de « due diligence », qui contribue à garantir la pertinence des accords juridiques et des processus opérationnels dédiés. De plus, ce mécanisme fixe des conditions minimales d'éligibilité et exige une évaluation régulière du crédit ainsi que la mise en place de dispositifs de secours en cas d'urgence.

Risque de fonds propres :

— Description du risque: Il y a un risque de fonds propres lorsque les entités du Groupe sont dans l'incapacité de maintenir un niveau de fonds propres suffisant pour faire face à leurs obligations. C'est ce qui se produit lorsque les autorités de régulation relèvent leurs exigences de fonds propres ou en cas d'érosion des capitaux propres. Le capital faisant l'objet d'affectations spécifiques, il est soumis à un risque avant la mise à disposition des ressources par les membres compensateurs, en cas de défaillance de l'un d'entre eux ou d'une contrepartie à une opération d'investissement. De plus, les fonds propres peuvent être soumis au risque de pertes opérationnelles d'un montant supérieur à la protection conférée par une assurance.

— Méthode de gestion du risque : On trouvera à la note 24, une description détaillée de la méthode de gestion des capitaux propres par le Groupe ainsi qu'une analyse des exigences réglementaires actuelles. Le Groupe peut aussi recourir à d'autres moyens :

- défaillances en cascade (*default waterfall*) : pour chaque service de compensation, fonds alloués par LCH, après couverture par la marge initiale et la contribution au fonds de garantie du membre défaillant et avant versement du solde des fonds de garantie mutualisés et autres ressources non préfinancées disponibles auprès des membres compensateurs. En tout, ce capital sous risque représente 25 % des exigences de fonds propres réglementaires pour chaque contrepartie centrale du Groupe.
- le modèle de provisions pour pertes hors défaillance de LCH Limited (tel que décrit à la page 30) limite le montant du capital sous risque à la défaillance/perte d'investissement d'une institution bancaire ou de l'émetteur d'un instrument de dette à 15 millions d'euros pour ladite entité.
- le Groupe peut aussi gérer la structure de son capital en faisant varier le rendement pour l'actionnaire, en émettant des actions nouvelles ou en augmentant ou diminuant ses emprunts.

Risque lié aux retraites. — Le risque lié aux retraites correspond au risque de déficit des régimes de retraite à prestations définies du Groupe en raison d'un certain nombre de facteurs tels que les tables de mortalité ou une modification des hypothèses d'inflation. Les régimes sont exposés à des risques d'inflation et de taux d'intérêt ainsi qu'aux évolutions relatives à l'espérance de vie des membres. Comme les actifs des régimes comprennent un investissement significatif en actions, le Groupe est exposé au risque du marché des actions.

Les principaux engagements de retraite au sein du Groupe concernent le régime LCH du London Stock Exchange Group Pension Scheme au Royaume-Uni. Ce régime est régi par la législation en vigueur et géré par les Agents fiduciaires, lesquels sont tenus de procéder à une évaluation de son financement tous les trois ans et, dans le cas où l'actif est jugé insuffisant, de convenir d'un échéancier des cotisations que doit acquitter LCH Limited pour y remédier. Le régime de retraite et les hypothèses utilisées pour évaluer ses actifs et passifs sont décrits en détail à la note 18.

Risque opérationnel :

— Description du risque : Le risque opérationnel est le risque de perte encouru en cas d'erreurs liées au personnel, aux processus ou systèmes ou à des événements extérieurs. Ce risque est inhérent à toute organisation commerciale et recouvre une large gamme d'événements potentiels. Le risque opérationnel de premier rang est géré par l'entreprise, notamment par la mise en place de procédures, la documentation des processus, des mécanismes d'autorisation indépendants et le rapprochement des opérations.

— Méthode de gestion du risque : Le Groupe a adopté une structure reposant sur un logiciel d'entreprise personnalisé permettant d'identifier, évaluer, surveiller et gérer systématiquement les risques opérationnels. Ce dispositif permet de procéder à une auto-évaluation des risques et des contrôles, en recourant à une bibliothèque complète des mesures de contrôle et de gestion des risques à l'échelle du Groupe, à la collecte et à l'analyse des données sur les pertes et à la conception d'indicateurs de risque clé afin d'intégrer la prise de conscience des risques opérationnels à la culture d'entreprise. Un service indépendant assure la gestion du risque opérationnel de deuxième rang ; il valide les auto-évaluations des risques et des contrôles de même que le reporting à la direction générale ainsi qu'au conseil d'administration du Groupe et aux conseils d'administration des contreparties centrales concernant le risque opérationnel.

Les activités font l'objet d'un programme de contrôle par le service d'audit interne indépendant des cadres hiérarchiques, dont les résultats sont communiqués directement à la direction générale du Groupe et aux comités d'audit. Après chaque contrôle, la direction met en place les mesures nécessaires afin de corriger les problèmes éventuellement décelés. Le service d'audit interne évalue la pertinence et l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe ainsi que la conformité aux politiques en vigueur puis rend compte, outre le reporting en matière d'assurance propre à la direction, aux comités d'audit et à la direction générale. Toute lacune significative est communiquée aux conseils d'administration concernés.

Le Groupe dispose de plans d'urgence détaillés et régulièrement testés pour assurer la continuité de son activité.

Autres risques :

— Risque juridique, de conformité et lié à la réglementation : Sont inclus dans ces catégories les risques de contrats inapplicables, d'actions en justice ou de jugements défavorables pouvant perturber ou autrement affecter les activités ou la situation de la société, ainsi que le risque de perte de licence ou autres pénalités infligées pour non-respect de la réglementation régissant les activités de la chambre de compensation dans chacun des territoires dans lesquels LCH exerce des activités.

Il appartient aux responsables des services juridiques ou en charge de la réglementation et de la conformité de garantir aux Conseils d'administration que ces risques sont évalués et surveillés, sachant que la responsabilité de toute mesure d'atténuation correspondante relève des responsables des lignes métier et fonctions concernées.

Le Groupe reçoit, dans le cadre de ses activités, des plaintes concernant les questions commerciales, les relations du travail ou autres questions. Lorsqu'une plainte a de bonnes chances d'entraîner des sorties (mesurables) de ressources représentatives d'avantages économiques pour le Groupe, ce dernier procède à une dotation aux provisions à hauteur du coût attendu du règlement desdites plaintes.

— Risque de réputation : La rentabilité du Groupe repose en grande partie sur le maintien de sa bonne réputation, une responsabilité qui incombe au Conseil d'administration, à la direction et au personnel. Plus particulièrement, l'efficacité, la fiabilité et l'efficacité des opérations quotidiennes du Groupe sont essentielles au maintien de sa réputation.

— Risques commerciaux et stratégiques : Le risque commercial correspond au risque de perte ou de diminution des bénéfices faisant suite à une baisse des volumes et à un repli du chiffre d'affaires qui ne peut être compensé par l'ajustement des charges variables dans un délai raisonnable, alors que le risque stratégique correspond au risque de réduction des bénéfices ou du capital suite à de mauvaises décisions commerciales, à une mise en œuvre incorrecte des décisions prises ou à l'absence de réactivité aux évolutions en cours dans le secteur. Les responsables des lignes métier sont chargés de gérer ces risques et tenus de se rapprocher du Conseil d'administration lorsque des problèmes se posent.

— Brexit : LCH Limited s'appuie sur le droit ouvert aux contreparties centrales britanniques, aux termes du Règlement européen sur les infrastructures de marché (European Markets Infrastructure Regulations ou EMIR), d'offrir des services de compensation aux entreprises réglementées de l'UE. Le Groupe a analysé les impacts potentiels de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et a examiné des plans d'urgence pouvant être mis en œuvre dans l'hypothèse où ces droits ne seraient pas remplacés par des droits équivalents prévus pour les pays non membres de l'UE.

— Risques liés à l'exécution de projets, à la continuité de l'activité, à la sécurité de l'information et autres risques cybernétiques : Sont inclus dans ces catégories les risques pour les bénéfices et le capital découlant de carences dans l'exécution de projets, le risque de perte lié à l'interruption de fonctions essentielles ou de processus informatiques suite à des circonstances ou événements indésirables, ainsi que le risque de violation, perte ou emploi abusif de données sensibles de LCH. Les responsables des fonctions dédiées et de chaque ligne métier sont chargés de gérer ces risques.

— Risques liés au modèle : Entrent dans cette catégorie les risques liés, par exemple, à la non-prise en compte par un modèle de marge de la véritable nature des pertes/situations de tension modélisées ou à l'existence d'erreurs dans les calculs sous-jacents pouvant entraîner une sous-estimation des dispositifs de marge pour les produits en question. La gestion des risques liés au modèle relève de la responsabilité des directeurs des lignes métier qui se fondent sur ces modèles. Ces derniers font l'objet de tests appropriés et d'exercices de maintenance ; ils sont soumis à des règles de gouvernance strictes applicables en cas de changement de modèle, dont la validation par des experts indépendants et l'approbation par la direction senior. Les changements majeurs apportés à des modèles importants doivent être soumis à l'approbation du conseil d'administration.

— Risque de gestion des défaillances : Le risque découle de l'absence de dispositif bien défini et testé mis en place avant la survenance d'un événement de défaillance ; une telle situation peut, en effet, se solder par des inefficiences telles dans le traitement de la défaillance qu'une détérioration notable de la valeur de marché des actifs détenus peut entraîner une érosion des capitaux propres des contreparties centrales et des fonds de garantie.

Pour chaque service, le responsable de la ligne métier doit s'assurer qu'un Groupe de gestion des défaillances, conforme dans son fonctionnement aux politiques et directives de gestion des défaillances du groupe (relevant de l'autorité du Directeur de la gestion des risques) a bien été mis en place. Des exercices en cas d'incendie sont organisés régulièrement pour évaluer le processus de gestion des défaillances des contreparties centrales et identifier des domaines d'amélioration possible.

3. Taux de change.

Les principaux taux de change pour le Groupe sont les suivants :

	2016	2016	2015	2015
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Euro (€)/dollar US (\$)	1,05	1,11	1,09	1,11
Euro (€)/livre st. (GBP)	0,85	0,82	0,74	0,73

4. Analyse sectorielle.

Le Groupe est organisé en unités d'exploitation correspondant à des entités juridiques. Il compte trois segments :

— LCH Limited, qui a son siège au Royaume-Uni, et des bureaux à New York (Etats-Unis), à Sydney (Australie) et à Tokyo (Japon). Les activités de LCH.Clearnet LLC (qui a compensé sa dernière opération en juin 2016) sont intégrées dans ce segment (car les lignes métier, qui étaient celles de LCH.Clearnet LLC, sont également présentes au sein de LCH Limited et ont fait l'objet d'une gestion harmonieuse) ;

— LCH SA, qui a son siège en Europe continentale, ses activités principales en France, mais aussi des succursales en Belgique et aux Pays-Bas, ainsi qu'une représentation au Portugal ;

— Autres : comprend le reste des activités du Groupe. Pour 2016, ce segment comprend également les coûts de mise en place de SwapAgent. Le traitement sectoriel de cette activité sera évalué après son lancement en 2017.

Ces segments reflètent la manière dont les principaux organes de décision opérationnels du Groupe contrôlent les résultats et décident de l'affectation des ressources au sein de ce dernier.

Les coûts sont affectés directement au segment approprié. A défaut, ils sont raisonnablement répartis entre les divers segments d'activité. Les actifs utilisés conjointement par au moins deux segments sont alloués aux segments concernés.

Les prix de transfert entre segments sont déterminés dans des conditions de pleine concurrence de manière similaire aux transactions avec des tiers.

Les recettes de LCH Limited et de LCH SA sont générées par leurs activités de chambre de compensation. Ces sociétés fournissent des services de contrepartie centrale pour les opérations sur les marchés de gré à gré et une large gamme de produits au comptant et dérivés négociés sur ou par l'intermédiaire de diverses bourses de valeurs mobilières et plateformes de négociation situées au Royaume-Uni/Europe (LCH Limited), en Europe continentale (LCH SA), aux Etats-Unis, en Australie et au Japon (LCH Limited).

LCH.Clearnet (Luxembourg) S.à.r.l. a également perçu des redevances de la part des sociétés du Groupe qui ont utilisé, dans leurs activités, les droits de propriété intellectuelle qu'elle détenait au cours de l'année, mais qui ont cessé leurs activités à la fin de l'année. LCH.Clearnet Group Limited reçoit de la part des filiales opérationnelles des recettes sous forme de commissions de gestion et de dividendes.

La direction contrôle les résultats opérationnels de ses unités d'exploitation séparément pour prendre ses décisions sur l'affectation des moyens et l'évaluation des performances. Les performances des secteurs d'activité sont évaluées en fonction du résultat d'exploitation et mesurées dans les mêmes conditions que le résultat d'exploitation figurant dans les états financiers consolidés.

Information sectorielle :

— Compte de résultat :

	2016			
	Ltd	SA	Autres	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Chiffre d'affaires	333,2	108,2		441,4
Revenus de trésorerie nets	71,8	26,8		98,6
Règlement-livraison et autres produits nets	1,7	5,6		7,3
Opérations intersectorielles	2,4		- 2,4	
Produit total	409,2	140,5	- 2,4	547,3
Résultat d'exploitation avant dépréciation et éléments non récurrents	94,4	47,1	6,2	147,7
Eléments non récurrents	- 7,6	- 2,8	- 1,3	- 11,7
Résultat d'exploitation	86,8	44,3	4,9	136,0
Produits financiers	1,3			1,3
Charges financières	- 2,8	- 1,0	- 12,6	- 16,4
Résultat avant impôt	85,3	43,3	- 7,7	120,9
Impôts	- 21,4	- 14,4	- 1,5	- 37,3
Bénéfice de l'exercice	63,9	28,9	- 9,2	83,6
Postes hors trésorerie :				
Perte de juste valeur sur instruments financiers	1,0	1,0		2,0
Dépréciation des immobilisations corporelles	4,9	0,3		5,2
Perte de valeur sur immobilisations incorporelles	1,4			1,4
Amortissement des immobilisations incorporelles	23,1	10,2	7,1	40,4

	2015			
	Ltd	SA	Autres	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Chiffre d'affaires	309,2	107,4		416,6
Revenus de trésorerie nets	54,7	25,8		80,5
Règlement-livraison et autres produits nets	- 5,8	4,8		- 1,0
Opérations intersectorielles	4,1		- 4,1	
Produit total	362,2	138,0	- 4,1	496,1
Résultat d'exploitation avant dépréciation et éléments non récurrents	69,8	45,4	7,3	122,5
Dépréciation et éléments non récurrents	- 1,2	0,6		- 0,6
Résultat d'exploitation	68,6	46,0	7,3	121,9
Produits financiers	0,8			0,8
Charges financières	- 0,1	- 0,2	- 12,3	- 12,6
Résultat avant impôt	69,3	45,8	- 5,0	110,1
Impôts	- 18,9	- 15,1	2,6	- 31,4

Bénéfice de l'exercice	50,4	30,7	- 2,4	78,7
Postes hors trésorerie :				
Gain de juste valeur sur instruments financiers	- 1,6	- 1,5		- 3,1
Dépréciation des immobilisations corporelles	4,2	1,4		5,6
Dépréciation des immobilisations incorporelles	1,4			1,4
Amortissement	17,5	8,1	8,5	34,1

— Actifs et passifs :

	2016			
	Ltd	SA	Autres	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Total actifs	184 899,1	274 330,3	79,8	459 309,2
Total passifs	- 184 257,4	- 273 904,1	- 180,5	- 458 342,0
Actif net	641,7	426,2	- 100,7	967,2

	2015			
	Ltd	SA	Autres	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Total actifs	164 357,9	259 776,9	64,0	424 198,8
Total passifs	- 163 710,2	- 259 392,6	- 169,5	- 423 272,3
Actif net	647,7	384,3	- 105,5	926,5

Actifs à long terme par zone géographique	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Royaume-Uni	173,2	150,5
Autres pays européens	159,3	174,5
Total	332,5	325,0

L'actif à long terme s'entend tel que défini dans l'état de la situation financière.

5. Charges d'exploitation.

Les éléments ci-après ont été intégrés dans les charges d'exploitation (le total des charges d'exploitation inclut les dépréciations et éléments non récurrents ; voir note 6 pour une analyse complète) :

	2016	2015 (Nlle présent.)*
	Millions d'euros	Millions d'euros
Charges de personnel (note 18)	196,2	225,1
Charges pour dépréciation et amortissement (voir ci-dessous)	47,0	41,1
Autres charges d'exploitation	99,8	69,0
Charges d'exploitation	343,0	335,2
Charges pour dépréciation et amortissement :		
Amortissement des immobilisations incorporelles	40,4	34,1
Dépréciation des immobilisations corporelles	5,2	5,6
Perte de valeur sur immobilisations incorporelles (note 10)	1,4	
Dépréciation des immobilisations incorporelles (note 10)		1,4
	47,0	41,1
Autres charges d'exploitation :		
Loyers au titre de contrats de crédit-bail immobilier	4,2	7,8
Pertes/(gains) de change	1,6	- 2,7
Rémunération des commissaires aux comptes :		
Honoraires à verser pour l'audit de la Société	0,1	0,1
Honoraires à verser aux commissaires aux comptes de la Société au titre des autres services		
Honoraires à verser au titre de l'audit des filiales de la Société	1,3	0,7

Autres services d'assurance pour le compte des filiales de la Société		0,1
	1,4	0,9
<i>* Les charges de personnel ont fait l'objet d'une nouvelle présentation pour 2015, voir note 18.</i>		

6. Dépréciation et éléments non récurrents.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Provision au titre du plan social de la SA		0,8
Programme de restructuration	- 11,7	
Dépréciation des immobilisations incorporelles		- 1,4
Total dépréciation et éléments non récurrents	- 11,7	- 0,6
Impact fiscal des éléments non récurrents	- 1,5	- 0,3
Dépréciation et éléments non récurrents nets	- 13,2	- 0,9

En décembre 2013, le Groupe a lancé un plan de restructuration de LCH SA, la contrepartie centrale française du Groupe (« Plan social de la SA ») et un montant net de 18,9 millions d'euros a été passé en provisions dans l'état de la situation financière. Depuis 2014, la part non utilisée sur les montants préalablement provisionnés a fait l'objet d'une reprise de provision en compte de résultat. La provision a désormais été pleinement utilisée.

En 2016, le conseil d'administration a approuvé un programme de restructuration sur trois ans, destiné à améliorer l'efficacité du Groupe.

7. Résultat financier.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Intérêts et autres coûts imputés au titre de :		
Actions préférentielles (net)	- 12,3	- 12,3
Charges financières nettes sur engagements de retraite	- 0,1	
Intérêts payés au titre des liquidités et quasi-liquidités ainsi que des contrats de location-financement	- 4,0	- 0,3
	- 16,4	- 12,6
Intérêts perçus au titre de :		
Produits financiers nets sur actifs des régimes de retraite	1,2	0,8
Intérêts perçus sur liquidités et quasi-liquidités	0,1	
Résultat financier net	- 15,1	- 11,8

Les charges financières incluent les montants correspondant aux intérêts négatifs encourus par le Groupe au titre de ses dépôts d'espèces de 3,9 millions d'euros (2015 : 0,3 million d'euros).

8. Impôt.

Répartition des charges d'impôt :

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Royaume-Uni - Charge d'impôt courant	- 15,9	- 13,5
Régularisation de l'impôt courant sur exercices antérieurs	0,2	- 3,2
Etranger - Charge d'impôt courant	- 15,9	- 14,1
Régularisation de l'impôt courant sur exercices antérieurs	0,5	
Total impôt courant	- 31,1	- 30,8
Impôts différés		
Impôts différés issus de différences temporaires	- 5,4	- 2,9
Régularisation d'impôt sur exercices antérieurs	- 0,5	2,9
Réévaluation des impôts différés - Modification du taux d'imposition des sociétés	- 0,3	- 0,6
Charge d'impôt constatée en compte de résultat consolidé	- 37,3	- 31,4
Etat du résultat global du Groupe :		
Impôts liés à la réévaluation des régimes de retraite étrangers à prestations définies	0,2	- 0,3
Impôts liés à la réévaluation des régimes de retraite britanniques à prestations définies	11,5	- 4,1
Impôts liés à la réévaluation d'actifs disponibles en vue de la vente	- 1,1	0,3
Crédit/(charge) d'impôt constaté(e) dans l'état du résultat global	10,6	- 4,1
Tableau de variation des capitaux propres consolidés :		

Déduction fiscale sur attribution d'actions supérieure aux charges constatées	1,1	0,5
Crédit d'impôt constaté directement en capitaux propres	1,1	0,5

Rapprochement des charges d'impôt. — La charge d'impôt constatée en compte de résultat au titre de l'exercice diffère du taux standard d'imposition des sociétés au Royaume-Uni comme indiqué ci-dessous :

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Résultat comptable avant impôt	120,9	110,1
Impôt britannique sur les sociétés au taux de 20,0 % (2014 : 20,25 %)	– 24,2	– 22,3
Corrections :		
Impôts différés non comptabilisés aux Etats-Unis	– 3,5	– 2,2
Régularisation d'impôt sur exercices antérieurs	0,2	– 0,3
Dépréciation d'actifs d'impôts différés au Luxembourg	– 4,5	
Dépenses non déductibles	– 0,5	
Réévaluation des impôts différés - Modification du taux d'imposition des sociétés	– 0,9	– 0,6
Effet net de la hausse des taux d'imposition étrangers	– 7,3	– 6,0
Revenu non imposable	3,9	0,3
Provision sur la taxation du Diverted Profits	– 1,0	
Régularisation au titre des variations de taux de change	0,5	– 0,3
Charge totale d'impôts	– 37,3	– 31,4
Taux d'imposition effectif	30,9 %	28,5 %

Le projet de loi de finance britannique 2015 est entré en vigueur en septembre 2016. L'abaissement du taux standard de l'impôt sur les sociétés, de 20 % à 19 %, entre en vigueur le 1^{er} avril 2017, et l'abaissement du taux à 17 %, le 1^{er} avril 2020. En conséquence, les impôts différés au Royaume-Uni, au 31 décembre 2016, ont été calculés au taux de 20 %, 19 % ou 17 % en fonction de la date à laquelle les différences temporaires doivent disparaître.

L'augmentation du taux d'imposition effectif du Groupe de 28,5 % en 2015 à 30,9 % en 2016 (soit une hausse de 2,4 %) tient principalement à la reprise d'impôts différés actifs, détenus au sein de l'entité luxembourgeoise. Cette même entité luxembourgeoise est en voie de liquidation et la propriété intellectuelle qu'elle détenait pour le compte du Groupe a été transférée aux entités britanniques et françaises. A plus long terme, le taux d'imposition effectif de la Société devrait revenir à son niveau de 2015, soit 28,5 %.

Une provision de 5,2 millions d'euros a été passée pour positions fiscales incertaines au titre des discussions avec les autorités fiscales sur un changement de méthode comptable ainsi que de la proposition faite par le Groupe à l'administration fiscale britannique (HM Revenue and Customs) sur l'incertitude découlant de l'introduction de l'impôt sur les bénéfices réaffecté.

Les écarts de change sont dus à la conversion à la clôture de l'exercice des soldes fiscaux en livres sterling, dus à l'administration fiscale britannique.

— Impôts différés :

	Etat consolidé de la situation financière		Compte de résultat consolidé	
	2016	2015	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Avantages postérieurs à l'emploi	– 0,4	– 12,0	– 1,5	– 0,5
Amortissement fiscal dérogatoire	4,3	5,4	– 0,5	0,3
Pertes fiscales récupérables sur bénéfices futurs		4,4		0,5
Impôt sur les provisions et autres différences temporaires	6,7	6,7	– 4,2	– 0,9
Charge d'impôt différé			– 6,2	– 0,6
Actifs d'impôts différés nets	10,6	4,5		

	R-U	Luxembourg	France	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Impôts différés actifs/(passifs) au 1 ^{er} janvier 2016	– 4,0	4,5	4,0	4,5
Impôts différés portés en compte de résultat	– 2,0		0,3	– 1,7
Impôts différés actifs décomptabilisés au titre de l'exercice		– 4,5		– 4,5
Impôts différés liés aux provisions et autres différences temporaires	0,2			0,2
Impôts différés liés aux gains de réévaluation sur régimes de retraite à prestations définies	11,5		0,2	11,7

Variations de change	0,4		0,4
Actifs d'impôts différés nets au 31 décembre 2016	6,1	4,5	10,6

	R-U	Luxembourg	Autres étranger	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Impôts différés actifs nets/(passifs) au 1 ^{er} janvier 2015	- 1,1	3,9	6,2	9,0
Impôts différés portés en compte de résultat	0,7	0,6	- 1,9	- 0,6
Impôts différés liés aux provisions et autres différences temporaires	0,5			0,5
Impôts différés liés aux gains de réévaluation sur régimes de retraite à prestations définies	- 4,1		- 0,3	- 4,4
Impôts différés actifs/(passifs) nets au 31 décembre 2015	- 4,0	4,5	4,0	4,5

Les impôts différés actifs de 3,3 millions d'euros (2015 : 9,9 millions d'euros), découlant de pertes fiscales de 7,9 millions d'euros au cours de l'exercice (2015 : 22,1 millions d'euros) dans certaines filiales, cessent de figurer au bilan, car ils ne sont pas jugés récupérables sur bénéfices futurs.

9. Immobilisations incorporelles.

	2016			2015		
	Logiciels développés en interne	Goodwill	Total	Logiciels développés en interne	Goodwill	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Coût :						
Au 1 ^{er} janvier	352,9	534,1	887,0	290,8	534,1	824,9
Acquisitions	74,8		74,8	62,0		62,0
Perte de valeur (note 10)	- 1,4		- 1,4			
Cessions	- 6,9		- 6,9	- 0,2		- 0,2
Ecart de conversion	- 0,1		- 0,1	0,3		0,3
Au 31 décembre	419,3	534,1	953,4	352,9	534,1	887,0
Amortissements et dépréciations cumulés :						
Au 1 ^{er} janvier	197,5	423,7	621,2	162,2	423,7	585,9
Dotations aux amortissements de l'exercice	40,4		40,4	34,1		34,1
Dépréciation au cours de l'exercice				1,4		1,4
Cessions	- 6,9		- 6,9	- 0,2		- 0,2
Au 31 décembre	231,0	423,7	654,7	197,5	423,7	621,2
Valeur comptable nette au 31 décembre	188,3	110,4	298,7	155,4	110,4	265,8

La fraction des coûts capitalisés des logiciels développés en interne, indiqués ci-dessus et qui n'étaient pas en service au 31 décembre 2016 s'élève à 71,0 millions d'euros (2015 : 48,2 millions d'euros). Aucune dotation aux amortissements n'a été imputée au cours de l'exercice au titre de ces actifs (2015 : 0 euro), qui ont été à la place soumis à un test de dépréciation (voir note 10) et une perte de valeur de 1,4 million d'euros a été constatée au titre de l'exercice.

Le goodwill correspond aux montants découlant de l'acquisition de LCH SA en 2003 (voir note 10).

10. Test de dépréciation des immobilisations incorporelles.

Le Groupe soumet le goodwill et autres immobilisations incorporelles à des tests de dépréciation en décembre de chaque année ou plus souvent si une dépréciation semble probable au vu de certaines circonstances.

Un goodwill est inscrit au bilan au titre de LCH SA, filiale à 100 %, qui est aussi une unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est attribué. La valeur recouvrable au titre de cette filiale est déterminée au moyen de calculs de la valeur d'usage. Dans un souci de cohérence, les calculs ont été vérifiés par rapport à la valeur annoncée, qui a été convenue pour la vente potentielle de LCH SA.

Pour les immobilisations incorporelles, la dépréciation est évaluée par révision de la valeur comptable de l'actif par rapport à sa valeur recouvrable, elle-même déterminée en calculant la valeur d'usage de l'unité génératrice de trésorerie concernée au moyen des projections de flux de trésorerie actualisés.

Hypothèses. — Les principales hypothèses utilisées dans les évaluations se fondent sur les projections de flux de trésorerie actualisées, préparées par la direction et portant sur une période de cinq ans. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après le budget du Groupe en 2017 et d'après le plan approuvé pour les deux exercices suivant le dernier exercice du budget. Les flux de trésorerie s'étendant au-delà de cette période sont extrapolés en appliquant des estimations du taux de croissance à long terme et des taux d'actualisation avant impôt, comme suit :

La direction fonde ses calculs de la valeur d'usage de chaque unité génératrice de trésorerie sur les principales hypothèses relatives à la croissance à court et moyen terme du chiffre d'affaires et des coûts, aux taux de croissance économique à long terme (utilisés pour déterminer la valeur finale) et aux taux d'actualisation avant impôt, comme suit :

i) Les valeurs attribuées à la croissance à court et moyen terme du chiffre d'affaires et des coûts sont basées sur le budget 2017 et sur le plan approuvé du Groupe. Les hypothèses découlent d'une évaluation des tendances actuelles, des évolutions anticipées du marché et de la réglementation, de discussions avec les clients et fournisseurs ainsi que de l'expérience de la direction. Ces facteurs sont examinés conjointement avec les objectifs stratégiques à long terme du Groupe pour déterminer les hypothèses de croissance à court et moyen terme ;

ii) Les taux de croissance à long terme de 2 % (2015 : 2 %) correspondent aux prévisions internes de la direction, basées sur des estimations externes du PIB et de l'inflation ;

iii) Le taux d'actualisation avant impôt de 11,6 % (2015 : 10,5 %) se fonde sur un certain nombre de facteurs, dont le taux sans risque, la prime de risque de marché estimée du Groupe et une prime visant à refléter les risques intrinsèques.

Au début de 2017, une valeur de marché a été déterminée pour LCH SA et le montant a été intégré dans les résultats des tests de dépréciation. Les tests de dépréciation ont été réalisés sur la base des deux scénarios possibles : soit LCH SA est cédée pour un montant de 510 millions d'euros, soit LCH SA est conservée par le Groupe et reçoit des flux de trésorerie futurs.

Résultats des tests de dépréciation :

Les tests décrits ci-dessus ont été réalisés :

— Deux tests indépendants ont été effectués, qui n'ont pas permis de conclure à une dépréciation du goodwill :

– Premièrement, l'approche par actualisation des flux de trésorerie en cas de conservation de LCH SA par le Groupe. L'excédent de la valeur d'usage par rapport à la valeur comptable ressort à 873,5 millions d'euros (2015 : 431,1 millions d'euros) au 31 décembre 2016 ;

– Deuxièmement, l'approche par la juste valeur, basée sur la juste valeur connue de LCH SA en cas de cession. Dans ce cas, l'excédent par rapport à la valeur comptable s'établit à 76,0 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;

— Les tests réalisés sur les logiciels développés en interne, qui ne sont pas encore en service, ont permis de conclure à une dépréciation d'une valeur de 1,4 million d'euros (2015 : 0 euro). Cette dépréciation est due à l'incertitude des flux de trésorerie futurs ayant trait à ces actifs. Le coût de ces actifs a été corrigé de la perte de valeur correspondante. Les tests n'ont pas permis de conclure à une dépréciation des autres immobilisations incorporelles (2015 : pas de dépréciation).

Analyse de sensibilité. — Les éventuelles modifications, dans les limites du raisonnable, des principaux taux et hypothèses sont décrites en détail ci-dessous avec indication de l'impact sur la dépréciation :

— Goodwil :

Au 31/12/16	Scénario de base	Corrigé	Augmentation de la dépréciation
			Millions d'euros
Diminution des recettes de compensation	Divers	– 10,0 %	
Croissance des flux de trésorerie au-delà de la période de cinq ans	2,0 %	0 %	
Taux d'actualisation avant impôt	11,6 %	14,6 %	

Au 31/12/15	Scénario de base	Corrigé	Augmentation de la dépréciation
			Millions d'euros
Diminution des recettes de compensation	Divers	– 10,0 %	
Croissance des flux de trésorerie au-delà de la période de cinq ans	2,0 %	0 %	
Taux d'actualisation avant impôt	10,5 %	13,5 %	

— Logiciels développés en interne :

Au 31/12/16	Scénario de base	Corrigé	Augmentation de la dépréciation
			Millions d'euros
Diminution des recettes de compensation	Divers	– 10,0 %	
Taux d'actualisation avant impôt	11,6 %	14,6 %	

Au 31/12/15	Scénario de base	Corrigé	Augmentation de la dépréciation
			Millions d'euros
Diminution des recettes de compensation	Divers	– 10,0 %	
Taux d'actualisation avant impôt	10,5 %	13,5 %	

11. Immobilisations corporelles.

Au 31/12/16	Agencement sur la durée du bail	Matériel informatique et logiciels	Matériel bureautique et autres immobilisations corporelles	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Coût :				
Au 1 ^{er} janvier	11,9	45,5	6,7	64,1
Acquisitions	0,3	9,3		9,6
Cessions	- 0,4	- 10,4	- 1,1	- 11,9
Au 31 décembre	11,8	44,4	5,6	61,8
Amortissement cumulé :				
Au 1 ^{er} janvier	6,0	36,3	6,2	48,5
Dotation aux amortissements de l'exercice	0,9	4,1	0,2	5,2
Cessions	- 0,3	- 10,4	- 0,9	- 11,6
Au 31 décembre	6,6	30,0	5,5	42,1
Valeur comptable au 31 décembre	5,2	14,4	0,1	19,7

Au 31/12/15	Agencement sur la durée du bail	Matériel informatique et logiciels	Matériel bureautique et autres immobilisations corporelles	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Coût :				
Au 1 ^{er} janvier	12,0	36,3	6,6	54,9
Acquisitions	0,3	9,2	0,1	9,6
Cessions	- 0,4			- 0,4
Au 31 décembre	11,9	45,5	6,7	64,1
Amortissement cumulé :				
Au 1 ^{er} janvier	5,5	31,9	6,0	43,4
Dotation aux amortissements de l'exercice	0,8	4,4	0,2	5,4
Cessions	- 0,3			- 0,3
Au 31 décembre	6,0	36,3	6,2	48,5
Valeur comptable au 31 décembre	5,9	9,2	0,5	15,6

12. Comptes de compensation.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Actif :		
Juste valeur des transactions avec les membres compensateurs	368 978,4	360 402,4
Autres comptes de compensation	7 319,6	5 804,0
	376 298,0	366 206,4
Passif :		
Juste valeur des transactions avec les membres compensateurs	- 368 978,4	- 360 402,4
Dépôts de garantie initiaux et autres comptes de compensation	- 77 700,4	- 54 852,1
	- 446 678,8	- 415 254,5

Les soldes dus par les membres compensateurs et constatés dans l'état consolidé de la situation financière du Groupe pour un montant de 368 978,4 millions d'euros (2015 : 360 402,4 millions d'euros) sont entièrement couverts par des nantissements détenus par le Groupe. Au 31 décembre 2016, les prêts entièrement garantis liés à des transactions sur titres à revenu fixe s'élevaient à 366 203,4 millions d'euros (2015 : 391 740,0 millions d'euros). Ces garanties ont à leur tour été transférées aux contreparties de l'activité titres à revenu fixe afin de garantir les engagements du Groupe dans ce segment.

Le montant total net des actifs non monétaires reçus en garantie, y compris ceux concernant les dépôts de garantie initiaux, au titre des autres soldes dus par les membres compensateurs, était de 78 958,6 millions d'euros (2015 : 56 785,2 millions d'euros) et le montant total des garanties détenues était de 1 088,0 millions d'euros (2015 : 1 007,8 millions d'euros).

Les autres comptes de compensation comprennent 4 514,2 millions d'euros (2015 : 3 678,2 millions d'euros) dus par Cassa di Compensazione Garanzia S.p.A (CC&G), société filiale de LSEG, et 4 581,5 millions d'euros (2015 : 3 323,8 millions d'euros) dus à Cassa di Compensazione

Garanzia S.p.A (CC&G). Les revenus de trésorerie nets comprennent également les intérêts payés, soit 11,0 millions d'euros, et les intérêts perçus, soit 10,2 millions d'euros, au titre de ces comptes.

13. Clients et comptes rattachés.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Long terme :		
Autres créances	1,4	0,9
Court terme :		
Comptes clients	48,9	46,4
Autres créances	41,2	50,5
Provisions pour créances irrécouvrables	- 0,1	- 0,4
Charges constatées d'avance	10,2	10,5
Marge à recevoir sur contrats de prise en pension	110,0	
Produits à recevoir		0,6
	210,2	107,6

Une provision pour créances douteuses a été passée pour un montant de 0,4 million d'euros. Ce montant a été entièrement utilisé au cours de l'exercice et de nouvelles provisions de 0,1 million d'euros ont été constituées au titre de comptes clients au recouvrement incertain au cours de 2016.

14. Liquidités et quasi-liquidités.

	2016	2015 (Nlle présent.)
	Millions d'euros	Millions d'euros
Disponibilités	506,3	313,8
Dépôts à court terme	477,5	589,3
Liquidités et quasi-liquidités	983,8	903,1
Disponibilités de l'activité de compensation	23 932,7	12 532,6
Dépôts à court terme de l'activité de compensation	35 928,6	25 960,9
Liquidités et quasi-liquidités de l'activité de compensation	59 861,3	38 493,5
	60 845,1	39 396,6

Les dépôts à court terme sont entièrement garantis par des obligations souveraines et des obligations de sociétés présentant la qualité d'un bon placement, conformément aux critères d'éligibilité approuvés par les Comités des risques du Groupe.

121,4 millions d'euros (2015 : 117,7 millions d'euros) de liquidités propres font l'objet de restrictions ; il s'agit en effet de ressources propres du Groupe en qualité de contrepartie centrale, devant être mobilisées dans le cadre des dispositifs de prévention des défaillances en cascade (default waterfalls). Ce montant sera réparti sur les fonds de garantie au prorata pour LCH Limited et LCH SA.

Les liquidités restantes correspondent au solde des fonds de garantie et dépôts de garantie placés en vue de générer des revenus de trésorerie.

15. Fournisseurs et comptes rattachés.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Long terme :		
Comptes de régularisation	2,6	
Autres dettes	9,4	18,9
	12,0	18,9
Court terme :		
Comptes fournisseurs	5,6	9,7
Autres impôts et sécurité sociale	16,6	9,1
Autres dettes	136,0	87,8
Marge due sur contrats de prise en pension	56,3	71,5
Comptes de régularisation	64,0	60,5
	278,5	238,6

Les autres dettes (court terme et long terme) comprennent des passifs de 18,9 millions d'euros (2015 : 28,4 millions d'euros) qui ont été créés en 2014, lors de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles, suite à la renégociation de contrats d'exploitation liés à SwapClear, CDSClear et ForexClear. Ces passifs sont systématiquement constatés en compte de résultat sur la durée de vie de l'actif comptabilisé.

Les autres dettes comprennent également des soldes liés à des changements d'estimations comptables des soldes à recevoir sur exercices antérieurs. Au cours de l'exercice, les estimations relatives aux passifs ont été abaissées de 3,1 millions d'euros. En 2015, ces soldes, constatés dans les clients et comptes rattachés, s'élevaient à 7,0 millions d'euros.

16. Prêts et emprunts.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Court terme :		
Contrats de location-financement		0,4
Actions préférentielles	179,8	
	179,8	0,4
Long terme :		
Actions préférentielles		179,3
		179,3

Actions préférentielles. — Le 18 mai 2007, le Groupe a émis des actions préférentielles non assorties d'un droit de vote et non cumulatives pour un montant de 200 millions d'euros. Les intérêts sont versés chaque année à terme échu au taux fixe de 6,576 % jusqu'au 18 mai 2017 ; à compter de cette date, le taux passera à l'EURIBOR trois mois plus 2,1 %. Les actions préférentielles seront remboursables en totalité à la discrétion du Groupe le 18 mai 2017 ou à toute autre date de distribution ultérieure. Les actions préférentielles sont cotées à la Bourse de Dublin par l'intermédiaire de Freshwater Finance PLC.

En janvier 2009, le Groupe a racheté certaines actions préférentielles pour une valeur nominale de 20,0 millions d'euros au prix de 10,5 millions d'euros. La juste valeur de ces titres au 31 décembre 2016 s'élevait à 20,0 millions d'euros (2015 : 20,5 millions d'euros).

Découverts bancaires. — Afin de contribuer à la gestion de sa liquidité quotidienne, le Groupe conserve un certain nombre de lignes non engagées sur le marché monétaire et de découvert auprès des grandes banques. Les taux d'intérêt effectifs au titre de ces lignes varient en fonction des conditions du marché.

17. Fonds de garantie.

Les Fonds de garantie visent à financer les éventuelles pertes encourues par le Groupe en cas de défaut de paiement d'un membre compensateur et d'insuffisance du dépôt de garantie pour couvrir la gestion et la liquidation des positions du membre compensateur défaillant. Les Fonds de garantie sont détenus séparément par chaque contrepartie centrale pour couvrir les risques auxquels chaque société est confrontée. Ils se subdivisent en plusieurs fonds différents au sein de chaque société afin de couvrir les différentes lignes métier de la société concernée. Les Fonds de garantie détenus par le Groupe au 31 décembre 2016 représentaient un montant total de 11 183,2 millions d'euros (2015 : 7 561,6 millions d'euros).

18. Avantages sociaux.

i) Charges de personnel :

Personnel et administrateurs	2016	2015 (Nlle présent.)
	Millions d'euros	Millions d'euros
Salaires et autres avantages sociaux	151,3	188,3
Charges sociales	20,5	21,7
Coûts liés aux paiements en actions	7,5	5,9
Charges de retraite	8,5	9,5
Frais de personnel avant éléments non récurrents	187,8	225,4
Frais de personnel inclus dans les éléments non récurrents (note 6)	8,4	- 0,3
Total des charges de personnel	196,2	225,1

L'effectif moyen en « équivalent temps plein » au cours de l'exercice était de 926 personnes (2015 - nouvelle présentation : 956). L'effectif moyen réel au cours de l'exercice était de 936 personnes (2015 - nouvelle présentation : 959). La Société n'a pas de salariés.

Les frais de personnel et l'effectif moyen ont fait l'objet d'une nouvelle présentation afin d'inclure les frais liés aux agents contractuels qui, sans faire partie du personnel, occupent un poste au même titre que les salariés.

Membres clés de l'équipe de direction	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Rémunérations et autres avantages sociaux à court terme	5,8	6,4
Coûts liés aux paiements en actions	2,2	4,0
Cotisations de retraite	0,3	0,3
Primes différées et autres avantages sociaux à long terme	0,9	2,4
Rémunération totale des membres clés de l'équipe de direction	9,2	13,1

Les coûts susmentionnés incluent des primes différées, les autres montants attribués conformément au régime d'intéressement à long terme du Groupe (LTIP) ainsi que les montants dus au titre des paiements en actions.

Les membres clés de l'équipe de direction comprennent le directeur exécutif et certains hauts dirigeants qui assurent la gestion des affaires au quotidien.

Rémunération des administrateurs	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Rémunération	3,4	2,5
Total rémunérations	3,4	2,5

Les administrateurs ayant quitté le Conseil d'administration ont perçu une indemnité de perte d'emploi, dont le montant intégral a été comptabilisé. Les coûts susmentionnés incluent les primes différées, les autres montants attribués conformément au régime d'intéressement à long terme du Groupe (LTIP) ainsi que les montants au titre des paiements en actions, lorsque les droits correspondants ont été acquis ou lorsque lesdits montants deviennent exigibles.

La rémunération de l'administrateur le mieux payé était de 1 935 041 euros au cours de l'exercice (2015 : 1 427 581 euros).

Aucun administrateur ne participe au régime LCH faisant partie des régimes de retraite à prestations définies du LSEG. Des cotisations pour un montant de 100 449 euros (2015 : 71 150 euros) ont été versées pour le compte d'un administrateur au régime britannique à cotisations définies.

Un seul administrateur (le mieux payé) participe aux régimes d'intéressement en actions décrits ci-dessous.

Les administrateurs indépendants ont reçu des jetons de présence en rémunération de leurs services. Le Conseil d'administration fixe les jetons de présence des administrateurs en fonction de leur responsabilité individuelle, de leur participation aux réunions et de leur appartenance aux comités du Conseil d'administration. Les administrateurs représentant des actionnaires n'ont reçu aucun jeton de présence.

ii) Paiements en actions. — Les salariés du Groupe LCH ont été, au cours de l'exercice, déclarés éligibles à la participation à un ou plusieurs des accords de paiement suivants fondés sur des actions de London Stock Exchange Group (LSEG) :

- a) Le régime d'intéressement à long terme de LSEG de 2014 (LSEG LTIP) ;
- b) Le régime d'intéressement à long terme de LCH Group (LCH LTIP) ;
- c) Les plans d'épargne salariale SAYE de LSEG et LSEG International (collectivement « Plans SAYE ») ;
- d) Le plan LSEG 2008 d'attribution d'actions gratuites et le plan fidélisation 2014 des sociétés LCH.C (collectivement « Plans d'attribution d'actions gratuites »).

Le régime LSEG LTIP comporte deux volets : une attribution d'actions de performance et une attribution conditionnelle d'actions abondées, qui vient en complément de l'investissement effectué par le cadre dirigeant concerné. Les attributions se font sous forme d'options gratuites. Dans le cadre du dispositif d'actions abondées, certains cadres dirigeants peuvent investir jusqu'à 50 % de leur salaire de base net d'impôt en actions LSEG (valeur investie). La Société attribue des actions abondées liées à la performance pour une valeur égale à deux fois la valeur investie, avant impôt (jusqu'à concurrence d'une attribution maximale d'actions abondées égale à 100 % du salaire de base avant impôt).

L'acquisition des droits liés aux attributions dans le cadre du régime d'intéressement LSEG LTIP dépend, pour moitié, de la croissance du rendement total pour l'actionnaire (TSR) du titre LSEG et, pour l'autre moitié, de la croissance du bénéfice dilué par action (BPA) corrigé sur une période de trois ans. Les objectifs applicables aux options attribuées en 2016 sont les suivants :

Volet BPA (50 %)	Volet TSR (50 %)	Acquisition de droits
Croissance moyenne sur 3 ans	Croissance absolue sur 3 ans	En %
Plus de 12 % par an	Plus de 14 % par an	100 %
6 % par an	6 % par an	25 %*
Moins de 6 % par an	Moins de 6 % par an	0 %

* Acquisition proportionnelle linéaire entre ce seuil déclencheur et l'acquisition de 100 % des droits.

Le régime d'intéressement LCH LTIP comporte également deux volets : une attribution d'actions de performance et une attribution conditionnelle d'actions abondées, qui vient en complément de l'investissement effectué par le cadre dirigeant concerné. L'attribution d'actions abondées ne s'applique qu'à certains membres de la direction senior. Les actions de performance sont ouvertes à un groupe plus large de cadres. Les attributions se font sous forme d'options gratuites. Dans le cadre du dispositif d'actions abondées, certains cadres dirigeants peuvent investir jusqu'à 50 % de leur salaire de base net d'impôt en actions LSEG (valeur investie). La Société attribue des actions abondées liées à la performance pour une valeur égale à deux fois la valeur investie, avant impôt (jusqu'à concurrence d'une attribution maximale d'actions abondées égale à 100 % du salaire de base avant impôt).

L'acquisition des droits liés aux attributions dans le cadre du régime d'intéressement LCH LTIP dépend en premier lieu de l'introduction d'un portail de gestion des risques. Une fois celui-ci mis en place, le degré d'acquisition des droits liés aux attributions est évalué sur la base de trois critères, faisant l'objet de mesures indépendantes sur une période de trois ans :

- 1) Mesure du respect de la réglementation : évaluation qualitative de la performance sur les questions de réglementation (représentant jusqu'à 34 % de l'attribution),
- 2) Mesure des coûts : évaluation quantitative des économies de coûts éligibles au cours de la période de performance (représentant jusqu'à 33 % de l'attribution),
- 3) Mesure de l'EBIT : évaluation quantitative de la performance du résultat avant intérêts et impôt (EBIT) à la fin de la période de performance (représentant jusqu'à 33 % de l'attribution).

La mesure des coûts et de l'EBIT ne s'applique pas aux participants aux fonctions d'audit interne, risque et conformité. Dans l'hypothèse de l'introduction du portail de gestion des risques, l'acquisition des droits liés aux attributions est évaluée sur la seule base du respect de la réglementation.

Le portail de gestion des risques sera évalué par le Comité de rémunération de LCH (le « Comité ») qui appréciera l'efficacité de la gestion des risques par le Groupe LCH sur la période de trois ans. Il y aura déchéance intégrale de l'attribution d'actions si l'une quelconque des contreparties centrales du Groupe LCH accuse une perte cumulée supérieure à 12 millions d'euros (Perte maximale). De même, si au cours de la période de

performance, l'une quelconque des contreparties centrales du Groupe LCH accuse une perte inférieure à ce niveau ou si une situation survient qui, de l'avis raisonnable du Comité, a entraîné ou peut entraîner des conséquences nettement défavorables qui ont sérieusement compromis les activités commerciales futures ou sont susceptibles de les compromettre, le Comité déterminera si la Direction a pu ou aurait dû prendre des mesures visant à prévenir une telle situation et décidera de la déchéance de l'attribution en conséquence.

Il y aura acquisition intégrale des droits, sur la base de la mesure du respect de la réglementation, si le Comité considère que la direction a adopté des mesures pleinement efficaces concernant les questions réglementaires pendant la période de performance. Si le Comité de rémunération estime que les mesures adoptées par la direction concernant les questions réglementaires n'ont pas été pleinement efficaces pendant la période de performance, le degré d'acquisition des droits sera inférieur et conforme au niveau qu'il jugera approprié.

Pour que la fraction de l'attribution d'actions de performance ou d'actions abondées soumise à la condition de la mesure des coûts donne lieu à l'acquisition de droits, le Comité doit déterminer le montant net cumulé des économies éligibles réalisées par le London Stock Exchange Group sur la période de performance par référence aux projections d'économies spécifiées et aux ajustements figurant dans les règles du régime d'intéressement.

La mesure des coûts et de l'EBIT donnera lieu à l'acquisition de droits comme suit :

Mesure des coûts : montant des économies éligibles considérées comme réalisées	Mesure de l'EBIT : niveau de l'EBIT	Pourcentage d'actions donnant lieu à l'acquisition de droits
Attribution 2014 :		
100 millions d'euros ou plus	120 millions d'euros ou plus	100 %
75 millions d'euros	106 millions d'euros	62,5 %
50 millions d'euros	92 millions d'euros	25 %
Moins de 50 millions d'euros	Moins de 92 millions d'euros	0 %
Attribution 2015 :		
50 millions d'euros ou plus	152 millions d'euros ou plus	100 %
40 millions d'euros	138 millions d'euros	62,5 %
30 millions d'euros	124 millions d'euros	25 %
Moins de 30 millions d'euros	Moins de 124 millions d'euros	0 %
Attribution 2016 :		
60 millions d'euros ou plus	230 millions d'euros ou plus	100 %
50 millions d'euros	200 millions d'euros	62,5 %
40 millions d'euros	170 millions d'euros	25 %
Moins de 40 millions d'euros	Moins de 170 millions d'euros	0 %

Entre les pourcentages concernés indiqués ci-dessus au titre de la mesure des coûts et de l'EBIT, l'acquisition de droits s'effectue de manière linéaire.

A l'issue de la période de performance, le Comité calculera l'EBIT au titre du dernier exercice financier de la période de performance, tel qu'approuvé par le Comité d'audit de LCH.Clearnet Group Limited. L'EBIT correspond au résultat avant intérêts, impôts et éléments non récurrents, tel que figurant dans les états financiers consolidés de LCH.Clearnet Group Limited, sous réserve de tous ajustements que le Comité jugera nécessaires.

En cas d'événement qui, de l'avis raisonnable du Comité, justifie une réduction des attributions accordées, le Comité peut, à sa discrétion, abaisser le niveau d'une attribution ou ne pas en accorder d'autres par la suite. Si une attribution a déjà donné lieu à une acquisition de droits, le Comité peut décider de procéder à un remboursement. Le Comité pourra exercer lesdits pouvoirs dans les conditions et les délais indiqués dans les règles du régime d'intéressement.

Les plans d'épargne salariale (SAYE Schemes) prévoient l'octroi d'options aux salariés ayant signé un contrat d'épargne salariale SAYE ; les options sont accordées à un prix inférieur de 20 % à la juste valeur du marché. Ce régime est ouvert aux salariés basés au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en France (et approuvés par l'Administration fiscale et douanière britannique). Ces options sont intégralement acquises au terme d'un délai de trois ans, sous réserve que le salarié concerné reste employé par le Groupe LCH.Clearnet ou par le groupe de sociétés LSEG.

Les plans d'attribution d'actions gratuites (Restricted Plans) prévoient des attributions conditionnelles d'actions ordinaires de LSEG, sous forme d'options gratuites à certains cadres dirigeants. L'acquisition de droits liée aux attributions au titre de ces plans est soumise à des conditions d'ancienneté ainsi qu'à la condition de mise en place avec succès d'un portail de gestion des risques pour ce qui est du plan fidélisation 2014 des sociétés LCH.C (Retention Plan). Il n'a été procédé à aucune attribution aux termes du plan fidélisation au cours de l'exercice.

L'évolution du nombre d'options sur actions et attributions en circulation, ainsi que le prix d'exercice moyen pondéré s'établissent comme suit :

	LSEG LTIP	LCH LTIP	Plans SAYE		Plans d'attribution d'actions gratuites
	Nombre	Nombre	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (GBP)	Nombre
1er janvier 2015	123 555	298 089	204 120	12,79	72 271

Accordées au cours de l'année	48 820	345 609	35 870	20,42	32 470
Exercées au cours de l'année					- 27 050
Droits prescrits/frappés de déchéance au cours de l'année		- 12 796	- 9 867	13,06	
31 décembre 2015	172 375	630 902	230 123	13,90	77 691
Accordées au cours de l'année	31 935	368 144	41 961	22,38	22 404
Exercées au cours de l'année			- 6 189	13,61	- 47 347
Droits prescrits/frappés de déchéance au cours de l'année	- 1 392	- 154 361	- 54 621	14,12	- 15 398
31 décembre 2016	202 918	844 685	211 274	15,54	37 350

18 542 options étaient exerçables au 31 décembre 2016 (2015 : 0). Le prix d'exercice est égal à zéro pour tous les autres régimes à l'exception du plan d'épargne salariale SAYE. Le cours moyen pondéré des actions LSEG au cours de l'exercice était de 26,96 GBP (2015 : 24,89 GBP).

La fourchette des prix d'exercice et la durée contractuelle restante moyenne pondérée des attributions et options en circulation sont les suivantes :

Au 31/12/16	Nombre en circulation	Durée contractuelle restante moyenne pondérée (années)
LSEG LTIP - 0	202 918	0,80
LCH LTIP - 0	844 685	1,61
SAYE - plus de 11,00 GBP	211 274	0,88
Plans d'attribution d'actions gratuites - 0	37 350	1,16
Total	1 296 227	

La juste valeur des options sur actions octroyées au cours de l'exercice a été évaluée à l'aide d'un modèle d'évaluation stochastique. Les principales hypothèses utilisées aux fins de l'évaluation sont les suivantes :

	LSEG LTIP		LCH LTIP	
	Actions de performance	Actions abondées	Actions de performance	Actions abondées
Date d'attribution	17/03/2016	18/03/2016	17/03/2016	18/03/2016
Prix de l'action à la date d'attribution	28,90 GBP	28,92 GBP	28,90 GBP	28,92 GBP
Options attribuées	8 876	23 059	291 200	50 570
Durée prévue (années)	3,00	3,00	3,00	3,00
Rendement	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %
Taux d'intérêt sans risque	0,60 %	0,50 %	0,60 %	0,50 %
Volatilité	25 %	25 %	25 %	25 %
Juste valeur TSR	10,22 GBP	10,15 GBP		
Juste valeur EPS	28,04 GBP	28,06 GBP		
Juste valeur hors marché			28,04 GBP	28,06 GBP

	LCH LTIP		SAYE	Plans d'attrib. d'actions gratuites	
	Actions de performance	Actions abondées			
Date d'attribution	23/06/2016	23/06/2016	05/05/2016	17/03/2016	14/10/2016
Prix de l'action à la date d'attribution	27,35 GBP	27,35 GBP	26,14 GBP	28,90 GBP	28,43 GBP
Options attribuées	13 187	13 187	41 961	12 677	9 727
Durée prévue (années)	3,00	3,00	3,16 ans	0,8-3 ans	0,38-3,54 ans
Prix d'exercice			22,38 GBP		
Rendement	0,80 %	0,80 %	0,90 %	1,00 %	1,31 %
Taux d'intérêt sans risque	0,60 %	0,60 %	0,60 %	0,3 %-0,6 %	0,12 %-0,29 %
Volatilité	26 %	26 %	25 %	25 %	25,2 %-29,4 %
Juste valeur hors marché	26,70 GBP	26,70 GBP	6,11 GBP	28,04 GBP- 28,61 GBP	27,14 GBP- 28,29 GBP

La volatilité est calculée d'après une analyse statistique du cours hebdomadaire de l'action LSEG depuis son introduction en bourse en juillet 2001.

La juste valeur des actions de performance et des actions abondées attribuées dans le cadre du régime LSEG LTIP au cours de l'exercice est calculée d'après le modèle d'évaluation du rendement total pour l'actionnaire (TSR) qui tient compte des conditions d'acquisition liées au TSR. Toutes les autres justes valeurs d'options attribuées se fondent sur un modèle Black-Scholes. Les détenteurs d'attributions d'actions et d'options sur actions ne sont pas habilités à recevoir des dividendes déclarés pendant la période d'acquisition.

iii) Engagements de retraite :

— Régimes à cotisations définies : Le Groupe LCH verse des cotisations fixes à un régime à cotisations définies au Royaume-Uni et il n'existe aucune obligation légale ou implicite de versement de cotisations supplémentaires. Les actifs du régime sont détenus séparément de ceux du Groupe LCH sur des fonds placés sous le contrôle d'agents fiduciaires. La charge totale imputée au compte de résultat, soit 6,9 millions d'euros (2015 : 7,8 millions d'euros), correspond aux cotisations devant être versées au régime par le Groupe LCH à des taux spécifiés dans le règlement dudit régime.

— Régimes à prestations définies : Le Groupe a mis en place un régime de retraite à prestations définies pour ses employés au Royaume-Uni (désormais le régime LCH de retraite à prestations définies du LSEG Pension Scheme), qui faisait obligation de verser les cotisations sur un fonds géré séparément par des agents fiduciaires. Ce régime n'accepte plus de nouveaux membres depuis le 30 septembre 2009 et les cotisations des salariés au régime ont pris fin le 31 mars 2013. Le 5 septembre 2016, le LCH Pension Scheme a fait l'objet d'une fusion par régime au sein du nouveau London Stock Exchange Group Pension Scheme. Les régimes LCH et LSEG sont gérés séparément, LCH Limited soutenant uniquement le régime LCH.

Le régime de retraite britannique a fait l'objet d'une évaluation actuarielle complète au 30 juin 2013, qui a été partiellement mise à jour par un actuaire indépendant agréé au 31 décembre 2016. Suite à la fusion des régimes, l'évaluation actuarielle complète suivante est en cours de réalisation en décembre 2016, mais elle ne sera finalisée que plus tard en 2017.

Le Groupe est soumis à des engagements dans le cadre de régimes de versement d'indemnités de départ à la retraite et au titre de l'ancienneté des services de son personnel parisien. Les provisions ont été calculées par un actuaire indépendant agréé au 31 décembre 2016.

Les engagements relatifs à certains salariés de Porto affiliés à un régime de retraite à prestations définies indépendant ont été repris en 2006. L'évaluation actuarielle de ces fonds a été mise à jour par un actuaire indépendant agréé au 31 décembre 2016.

Les détails relatifs à l'environnement réglementaire et aux risques sont présentés à la note 2.

Les évaluations liées au régime britannique aux fins de la présentation des informations financières sont basées sur la méthode de l'évaluation actuarielle triennale au 30 juin 2013. Les autres régimes ont fait l'objet d'une évaluation complète au 31 décembre 2016. On trouvera ci-après un résumé des principales hypothèses utilisées. Le Groupe n'a pas eu connaissance d'événements postérieurs au 31 décembre 2016, susceptibles d'avoir eu un impact significatif sur les résultats de l'évaluation. Le test du plafond d'actifs n'a eu aucun impact.

— Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le calcul des engagements liés aux prestations :

	2016			2015		
	R-U	France	Porto	R-U	France	Porto
Taux d'actualisation	2,7 %	1,5 %	1,5 %	4,0 %	2,0 %	2,0 %
Taux d'augmentation des salaires	nd	2,5 %	2,5 %	nd	3,0 %	3,0 %
Taux d'inflation	3,3 %	2,0 %	1,5 %	3,2 %	2,0 %	2,0 %
Taux d'augmentation des retraites	2,3 %	nd	1,5 %	2,2 %	nd	1,5 %

— Espérance de vie implicite à l'âge de 60 ans :

	2016			2015		
	R-U	France	Porto	R-U	France	Porto
Hommes actuellement âgés de 60 ans	28,1	23,3	20,6	28,3	23,3	20,6
Hommes actuellement âgés de 45 ans	29,7	23,3	20,6	29,9	23,3	20,6
Femmes actuellement âgées de 60 ans	30,4	27,5	20,6	30,5	27,5	20,6
Femmes actuellement âgées de 45 ans	32,2	27,5	20,6	32,4	27,5	20,6

Le taux d'actualisation du régime britannique a été calculé à partir d'une courbe de taux d'obligations privées notées AA et classées en fonction de leur duration, conformément à la duration moyenne pondérée estimée des engagements du régime (environ 25 ans). Les actifs du régime sont constatés à leur valeur de marché à la date d'arrêt de la situation financière du régime concerné.

— Variation des engagements au titre des prestations :

	2016		
	R-U	France	Porto
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Engagements au titre des prestations au 1 ^{er} janvier	236,0	4,9	0,4
Charges de retraite:			
Coût des prestations au titre des services rendus		0,4	
Pertes au titre des services passés			
Intérêts nets	8,1	0,1	
Pertes/(gains) de réévaluation:			
Effet des variations des hypothèses démographiques	- 3,3	0,5	
Effet des variations des hypothèses financières	94,3	0,3	0,1

Effet des ajustements liés à l'expérience		– 0,1	
Réduction des engagements consécutive au règlement			
Prestations versées	– 5,7		
Variations des taux de change	– 32,6		
Engagements au titre des prestations au 31 décembre	296,8	6,1	0,5

	2015		
	R-U	France	Porto
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Engagements au titre des prestations au 1 ^{er} janvier	238,5	5,4	0,5
(Produits)/charges de retraite :			
Coût des prestations au titre des services rendus		0,4	
Pertes au titre des services passés	0,1		
Intérêts nets	9,4	0,1	
Pertes de réévaluation :			
Effet des variations des hypothèses démographiques			
Effet des variations des hypothèses financières	– 21,5	– 0,6	– 0,1
Effet des ajustements liés à l'expérience		– 0,3	
Réduction des engagements consécutive au règlement			
Prestations versées	– 3,8	– 0,1	
Variations des taux de change	13,3		
Engagements au titre des prestations au 31 décembre	236,0	4,9	0,4

— Variations des actifs du régime :

	2016		
	R-U	France	Porto
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier	270,2		0,5
Produits des retraites :			
Intérêts nets	9,3		
Gains de réévaluation :			
Rendement des actifs du régime (hors produits d'intérêts)	60,0		
Contributions de l'employeur	3,0		
Prestations versées	– 5,7		
Variations des taux de change	– 37,9		
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	298,9		0,5

	2015		
	R-U	France	Porto
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier	259,2		0,5
Produits des retraites :			
Intérêts nets	10,2		
Gains de réévaluation :			
Rendement des actifs du régime (hors produits d'intérêts)	– 9,8		
Contributions de l'employeur	0,1	0,1	
Prestations versées	– 3,8	– 0,1	
Variations des taux de change	14,3		
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	270,2		0,5

— Juste valeur des actifs du régime au cours de bourse :

	2016		2015	
	R-U	Porto	R-U	Porto
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Liquidités et quasi-liquidités	2,7	0,1	3,9	0,1
Actions	122,3	0,1	127,0	0,1
Dette/Investissements adossés au passif (LDI)	173,9	0,3	139,3	0,3
Total de la juste valeur des actifs	298,9	0,5	270,2	0,5
Valeur actualisée des engagements financés	– 296,8	– 0,5	– 236,0	– 0,4
Excédent	2,1		34,2	0,1

— Analyse de sensibilité : La sensibilité de la valeur des engagements au titre des prestations au taux d'actualisation est analysée ci-après :

	2016			2015		
	R-U	France	Porto	R-U	France	Porto
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Taux d'actualisation - augmentation de 0,5 %	– 38,6	– 0,5	– 0,1	– 28,7	– 0,3	– 0,1
Réévaluation du taux d'augmentation des pensions différées (IPC) et des salaires - + 0,5 %	12,1	0,4		11,7	0,2	
Augmentation des paiements de retraites - + 0,5 %	19,6			13,9		
Espérance de vie - allongement d'un an	8,1			5,2		

L'analyse de sensibilité ci-dessus a été calculée d'après une méthode d'extrapolation de l'impact sur les engagements au titre des prestations suite à des variations raisonnables des principales hypothèses survenant à la fin de la période considérée.

— Paiements liés aux régimes à prestations définies : Les paiements ci-après sont ceux qui, d'après les prévisions, devront être effectués dans les années à venir à partir des engagements des régimes de pensions à prestations définies :

	R-U	France	Porto
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Dans les 12 prochains mois	2,7		
Entre 2 et 5 ans	11,3	0,6	
Au-delà de 5 ans	15,9	2,3	
Total	29,9	2,9	

— Cotisations : En 2016, les cotisations au régime de retraite britannique à prestations définies se sont élevées à 2,5 millions de livres sterling (3,0 millions d'euros, 2015 : 0,1 million d'euros). Il n'existe actuellement aucun autre engagement au titre du régime de retraite britannique.

Des cotisations supplémentaires aux régimes de retraite à prestations définies pourraient être exigées après finalisation de la prochaine évaluation triennale au cours de l'année 2017.

19. Instruments financiers.

Actifs et passifs financiers :

	Note	2016	2015 (Nlle présent.)
		Millions d'euros	Millions d'euros
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en compte de résultat :			
Juste valeur des transactions avec les membres compensateurs	12	368 978,4	360 402,4
Obligations d'Etat		11 045,8	13 365,5
Actifs disponibles en vue de la vente :			
Obligations d'Etat		10 577,5	4 658,4
Actifs détenus jusqu'à l'échéance :			
Obligations d'Etat			139,1
Autres actifs financiers dans l'état de la situation financière		21 623,3	18 163,0
Prêts et créances :			
Clients et comptes rattachés	13	200,7	93,1
Autres comptes de membres compensateurs	12	7 319,6	5 804,0

Liquidités et quasi-liquidités de l'activité de compensation, dont dépôts à court terme	14	59 861,3	38 493,5
Liquidités et dépôts à court terme	14	983,8	903,1
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur en compte de résultat :			
Juste valeur des transactions avec les membres compensateurs	12	- 368 978,4	- 360 402,4
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti :			
Fournisseurs et comptes rattachés	15	- 251,5	- 220,0
Dépôts de garantie initiaux et autres comptes de membres compensateurs	12	- 77 700,4	- 54 852,1
Fonds de garantie	17	- 11 183,2	- 7 561,6
Prêts et emprunts	16	- 179,8	- 179,7

Les charges constatées d'avance et autres taxes du poste Clients et comptes rattachés ne sont pas considérées comme des actifs financiers. Les autres taxes, provisions et les passifs liés aux contrats d'exploitation renégociés du poste Fournisseurs et comptes rattachés ne sont pas considérés comme des passifs financiers.

Pour les actifs qui ne sont pas évalués au prix du marché, il n'y a pas de différence significative entre la valeur comptable et la juste valeur.

Aux prix du marché en vigueur au 31 décembre 2016, la juste valeur des actions préférentielles du Groupe était de 180,3 millions d'euros (2015 : 184,1 millions d'euros), à la clôture de l'exercice, contre une valeur comptable au coût amorti de 179,8 millions d'euros (2015 : 179,3 millions d'euros) comme indiqué à la note 16.

Tous les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur sont désignés comme tels lors de leur constatation initiale par le Groupe.

Hierarchie des méthodes d'évaluation de la juste valeur. — Le Groupe applique aux différentes techniques d'évaluation l'ordre de priorité suivant pour calculer et déclarer la juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 : cours (non corrigés) d'actifs ou passifs identiques cotés sur des marchés actifs ;
- Niveau 2 : autres techniques pour lesquelles toutes les données ayant une incidence notable sur la juste valeur déclarée sont observables, soit directement, soit indirectement ;
- Niveau 3 : techniques faisant appel à des données ayant une incidence notable sur la juste valeur déclarée qui ne reposent pas sur des données de marché observables. Le Groupe ne détient aucun instrument financier dans cette catégorie.

Les instruments financiers détenus par le Groupe, qui étaient comptabilisés à la juste valeur, s'établissaient comme suit :

	2016			2015		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Actifs comptabilisés à la juste valeur :						
Juste valeur des transactions avec les membres compensateurs	12,1	368 962,3	368 974,4	6,8	360 395,6	360 402,4
Obligations d'Etat comptabilisées à la juste valeur en compte de résultat	11 045,8		11 045,8	13 365,5		13 365,5
Obligations d'Etat disponibles en vue de la vente	10 577,5		10 577,5	4 658,4		4 658,4
Passifs comptabilisés à la juste valeur :						
Juste valeur des transactions avec les membres compensateurs	- 12,1	- 368 962,3	- 368 974,4	- 6,8	- 360 395,6	- 360 402,4
Autres actifs dont on connaît la juste valeur :						
Obligations d'Etat détenues au coût amorti				139,1		139,1
Actions préférentielles	- 180,3		- 180,3	- 184,1		- 184,1

Pour les actifs et passifs classés en niveau 1, la juste valeur se fonde sur le cours de bourse à la date de clôture.

Pour les actifs et les passifs classés en niveau 2, la juste valeur est calculée à l'aide de techniques d'évaluation sur la base de données de marché observables. Les techniques les plus fréquemment utilisées sont les modèles de swap et de fixation des prix à terme (forward pricing), basés sur le calcul de la valeur actualisée. Les modèles intègrent diverses données dont les variations des taux de change, les taux au comptant et à terme, les courbes de taux d'intérêt et les courbes de taux à terme.

Compte de résultat :

Les montants relatifs aux instruments financiers et portés au compte de résultat s'établissent comme suit :

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Revenus de trésorerie sur actifs détenus à la juste valeur en compte de résultat	38,1	8,8
Revenus de trésorerie sur autres actifs financiers	111,1	54,4
Revenus de trésorerie sur passifs détenus au coût amorti	233,3	139,2

Gain/(perte) net(te) de juste valeur sur réévaluation d'autres actifs financiers détenus et comptabilisés à la juste valeur dans les produits nets d'intérêts	- 2,0	3,1
Revenus de trésorerie	380,5	205,5
Dépenses de trésorerie sur actifs détenus à la juste valeur	- 47,1	- 27,5
Dépenses de trésorerie sur actifs détenus au coût amorti	- 102,9	- 21,5
Dépenses de trésorerie sur passifs détenus au coût amorti	- 131,9	- 76,0
Dépenses de trésorerie	- 281,9	- 125,0
Revenus de trésorerie nets	98,6	80,5
Produits financiers nets sur actifs de fonds de pension	1,1	0,8
Produits financiers sur actifs détenus et comptabilisés au coût amorti	0,1	
Charges financières sur actifs détenus et comptabilisés au coût amorti	- 4,0	- 0,2
Charges financières sur découverts et contrats de location-financement détenus et comptabilisés au coût amorti		- 0,1
Charges financières sur prêts et emprunts détenus et comptabilisés au coût amorti	- 12,3	- 12,3
Résultat financier net	- 15,1	- 11,8

Les revenus de trésorerie sur passifs détenus au coût amorti correspondent aux montants perçus au titre des dépôts d'espèces remis en garantie par les membres compensateurs, qui génèrent des taux d'intérêt négatifs. Les dépenses de trésorerie sur actifs détenus au coût amorti correspondent aux intérêts négatifs encourus par le Groupe au titre de ses dépôts d'espèces.

Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. — Le Groupe inscrit le montant net des actifs et passifs financiers au bilan si la compensation est permise par la réglementation et si le règlement sur une base nette ou la réalisation de l'actif et le règlement simultané du passif sont envisagés.

Le tableau ci-après illustre l'impact des accords de compensation sur tous les actifs et passifs financiers, dont le montant net est inscrit au bilan.

Au 31/12/16	Montants bruts	Montants compensés	Montant net tel que publié
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Actifs liés à des produits financiers dérivés	2 491 349	- 2 488 574	2 775
Prises en pension	588 401	- 222 198	366 203
Total actifs	3 079 750	- 2 710 772	368 978
Passifs liés à des produits financiers dérivés	- 2 492 528	2 489 753	- 2 775
Prises en pension	- 588 401	222 198	- 366 203
Total passifs	- 3 080 929	2 711 951	- 368 978

Au 31/12/15	Montants bruts	Montants compensés	Montant net tel que publié
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Actifs liés à des produits financiers dérivés	2 198 126	- 2 195 260	2 866
Prises en pension	589 961	- 232 425	357 536
Total actifs	2 788 087	- 2 427 685	360 402
Passifs liés à des produits financiers dérivés	- 2 190 289	2 187 423	- 2 866
Prises en pension	- 589 961	232 425	- 357 536
Total passifs	- 2 780 250	2 419 848	- 360 402

En qualité de contreparties centrales, les sociétés d'exploitation du Groupe servent d'interface pour les transactions des membres compensateurs. Elles détiennent des fonds de garantie et des marges à titre de réserve en cas de défaillance d'un membre et d'autres montants sont également disponibles à ce titre pour compenser en cas de défaillance susceptible de ramener les actifs et les passifs de 368,978 millions d'euros (2015 : 360 402 millions d'euros) à zéro. Le Groupe détient des fonds de garantie relatifs aux produits dérivés de 8 734 millions d'euros (2015 : 5 283 millions d'euros), ainsi qu'aux mises en pension de 2 335 millions d'euros (2015 : 2 011 millions d'euros) et autres transactions de 114 millions d'euros (2015 : 268 millions d'euros). De plus, le Groupe détient 107 027 millions d'euros (2015 : 71 158 millions d'euros) pour les produits dérivés, 32 762 millions d'euros (2015 : 29 424 millions d'euros) pour les mises en pension et 3 086 millions d'euros (2015 : 3 080 millions d'euros) pour les autres transactions, ainsi que les appels de marge supplémentaires non répartis par ligne de métier.

Sont inclus dans les actifs et passifs des membres un montant de 327,5 millions d'euros (2015 : 376,6 millions d'euros) et un autre de 220,2 millions d'euros (2015 : 112,8 millions d'euros), respectivement, correspondant à des contrats dont les variations de valeur actualisée nette ont été réglées par rapport au marché (option possible pour les membres à compter de décembre 2015).

20. Provisions.

En décembre 2013, le Groupe a lancé un plan de restructuration de LCH SA, la contrepartie centrale française du Groupe, et un montant net de 18,9 millions d'euros a été passé en provisions dans l'état de la situation financière. La provision n'a pas été actualisée, car le montant correspondant devait être largement utilisé au cours de 2014. Un léger solde a été reporté au-delà de cette date, mais il a été entièrement utilisé au cours de l'année.

	Provision de restructuration
--	------------------------------

	Millions d'euros
Au 1 ^{er} janvier 2015	2,0
Reprise au cours de l'exercice	- 0,5
Utilisation au cours de l'exercice	- 1,1
Au 31 décembre 2015	0,4
Utilisation au cours de l'exercice	- 0,4
Au 31 décembre 2016	

21. Engagements et provisions pour risques.

Contrats de location-exploitation. — Le Groupe loue des bureaux aux termes de contrats de location non résiliables. Le total des versements minimums de loyers futurs se répartit comme suit :

Immobilier	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
A moins d'un an	6,4	6,6
De un à cinq ans	24,2	25,7
A plus de cinq ans	17,2	26,0
	47,8	58,3

Le contrat de location du bureau principal de Londres expire en 2026, celui du bureau de Paris en 2023 et celui du bureau principal de New York, en 2023 également. Les autres baux sont des contrats d'une durée de 12 mois renouvelables ou ne sont pas d'une importance significative.

Contrats de location-financement. — Les contrats de location-financement du Groupe portant sur divers équipements de bureautique ont expiré au cours de l'exercice et aucun paiement ne reste dû.

Montants dus	2016		2015	
	Paielements minimums	Valeur actualisée des paiements	Paielements minimums	Valeur actualisée des paiements
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
A moins d'un an			0,5	0,4
Total versements minimums de loyers			0,5	0,4
Moins : charges de financement futures			- 0,1	
			0,4	0,4

Contrats avec les fournisseurs. — LCH SA et le groupe ATOS sont liés par un contrat de services informatiques de cinq ans, avec effet au 1^{er} janvier 2014. La valeur maximale estimée de l'engagement jusqu'en décembre 2018 s'élève à 25,3 millions d'euros (2015 : 37,2 millions d'euros), si le contrat n'est pas résilié par anticipation.

Actifs de trésorerie affectés aux activités opérationnelles. — Au 31 décembre 2016, le Groupe disposait d'actifs et de garanties affectés aux activités opérationnelles suivantes :

	2016	2016
	Millions d'euros	Millions d'euros
Activité de banque centrale (1)	12 349,5	5 296,8
Services de concentration bancaire	191,5	353,0
Règlement de titres à revenu fixe (2)	21 647,3	15 157,1
	34 188,3	20 806,9

(1) LCH SA procède au nantissement des titres apportés en garantie par les membres pour les besoins des activités de compensation avec la Banque de France aux fins de garantir les emprunts à 24 heures.

(2) LCH Limited détient des actifs de premier ordre en garantie de prêts tripartites ainsi que des obligations d'Etat et des obligations émises par des banques et garanties par l'Etat en garantie des activités de règlement de RepoClear.

22. Capitaux propres et réserves.

Capital social :

— Actions ordinaires : Au 31 décembre 2016, la société comptait 74 193 814 actions ordinaires entièrement libérées en circulation, de 1,00 euro chacune (2015 : 74 193 814).

Aucune action ordinaire n'a été émise au cours de l'exercice (2015 : 0).

— Actions préférentielles non cumulatives remboursables (NCPS) : La Société est autorisée à émettre 200 000 NCPS de 1,00 euro chacune si les ratios de fonds propres du Groupe passent en dessous du niveau minimum imposé par l'organisme de réglementation compétent pendant une durée de six mois. Au 31 décembre 2016, aucune action de ce type n'avait été émise (2015 : 0).

Autres réserves :

— Primes d'émission : La réserve de primes d'émission s'élève à 316,1 millions d'euros (2015 : 316,1 millions d'euros).

— Réserves : Le solde, soit 15,3 millions d'euros (2015 : 15,3 millions d'euros), représente la différence entre le capital social appelé de la Société et le capital social appelé, le compte de primes d'émission et la provision pour amortissement de capital de LCH Limited au 19 décembre 2003 (date de constitution du Groupe), après déduction de la somme imputée aux bénéfices non distribués en 2007 en vertu de la restructuration de capital approuvée par les tribunaux.

— Provision pour amortissement de capital : Le solde de cette provision, soit 59,5 millions d'euros (2015 : 59,5 millions d'euros), correspond à la valeur nominale des actions ordinaires qui ont été rachetées et annulées en 2007, 2008 et 2009.

— Réserve de conversion : Le solde de cette réserve, soit 6,7 millions d'euros (2015 : 6,4 millions d'euros), correspond au mouvement de conversion de l'actif net des filiales du Groupe, libellé dans des monnaies autres que l'euro.

— Bénéfices non distribués : Les bénéfices non distribués, soit 495,4 millions d'euros (2015 : 455,0 millions d'euros), comprennent 19,9 millions d'euros de réserves non distribuables reflétant la valeur nominale des actions préférentielles convertibles remboursables rachetées en 2007. Une fraction des réserves de la Société, soit 81,2 millions d'euros (2015 : 26,9 millions d'euros), est considérée comme distribuable. Les bénéfices non distribués comprennent également une réserve de réévaluation de 4,9 millions d'euros (2015 : – 1,4 million d'euros) au titre des actifs du Groupe disponibles en vue de la vente.

23. Dividendes.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Dividende final pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, approuvé le 31 mars 2016 : 0,40 euro par action ordinaire	29,7	

Le 2 mars 2017, le Conseil d'administration a recommandé un dividende final de 0,40 euro par action ordinaire, au titre de l'exercice 2016, qui doit être soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 30 mars 2017.

24. Gestion du capital.

L'approche du Groupe en matière de gestion du capital est de conserver une assise financière solide permettant de soutenir le développement de l'activité, de faire face à tout moment aux exigences de fonds propres réglementaires et de conserver une bonne note de crédit. Cette approche tient compte des exigences de fonds propres externes, y compris de l'impact à venir sur le Groupe. Les plans d'investissement sont inclus dans le plan financier à moyen terme du Groupe, qui est présenté au Conseil d'administration chaque année. Les plans d'investissement tiennent compte des exigences réglementaires actuelles et futures ainsi que du développement de l'activité du Groupe. Le Groupe gère les ressources en capital en fonction de ses besoins en fonds propres.

LCH Limited et LCH SA, autorisées en vertu du Règlement européen sur les infrastructures de marché (European Markets Infrastructure Regulations ou EMIR), sont considérées comme des contreparties centrales qualifiées aux termes du Règlement européen sur les exigences de fonds propres (Capital Requirements Regulations ou CRR). Les deux sociétés sont également enregistrées en qualité de chambres de compensation de produits dérivés aux Etats-Unis, de sorte qu'elles bénéficient du statut de contreparties centrales qualifiées auprès des membres américains.

Conformité aux normes d'adéquation des fonds propres. — Le Groupe est réglementé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en France, en sa qualité de Compagnie financière de droit français. Il est soumis aux normes d'adéquation des fonds propres dans le cadre de Bâle III.

LCH SA est réglementée en qualité d'institution de crédit par l'ACPR et, en qualité de contrepartie centrale et de prestataire de services d'investissement, par l'Autorité des marchés financiers (AMF) de Québec, au Canada. La société est par ailleurs soumise aux normes d'adéquation des fonds propres aux termes de la réglementation EMIR et de Bâle III. Elle est également réglementée par la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) en qualité de chambre de compensation de produits dérivés aux Etats-Unis.

LCH Limited est réglementée par la Banque d'Angleterre en qualité de chambre de compensation reconnue en vertu du Financial Services and Markets Act 2000 et elle est soumise aux normes d'adéquation des fonds propres aux termes de la réglementation EMIR. La société est également réglementée par la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) en qualité de chambre de compensation de produits dérivés aux Etats-Unis. En Suisse, elle a obtenu l'agrément de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) en qualité de contrepartie centrale auprès de la bourse SIX Swiss Exchange. Au Canada, elle a reçu l'agrément de l'Ontario Securities Commission (OSC), en qualité d'organisme de compensation dans l'Ontario et celui de l'AMF au Québec. Enfin, en Australie, elle a été reconnue en qualité de contrepartie centrale par l'Australian Securities & Investments Commission (ASIC). LCH Limited est également soumise à la surveillance des autorités de régulation des marchés et banques centrales compétentes, dans les autres territoires où elle mène ses activités.

LCH.Clearnet LLC (LLC) est réglementée par la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) en qualité de chambre de compensation de produits dérivés. Le 30 juin 2016, LLC a cessé ses activités aux fins de la réglementation de la CFTC. Le 16 août 2016, une notification a été adressée à la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) pour abrogation du statut de contrepartie centrale qualifiée, avec effet à compter du 13 février 2017 (soit à l'expiration du délai de préavis de 180 jours).

Le Groupe et ses filiales se sont pleinement conformés aux réglementations sur l'adéquation des fonds propres régissant leurs activités respectives au cours de l'année 2016.

— Calcul de la base de fonds propres selon les normes Bâle III. — En vertu du « Pilier 1 » des normes Bâle III, le Groupe est tenu de veiller à ce que le ratio des fonds propres sur l'actif pondéré en fonction des risques ne tombe pas en dessous d'un seuil de 5,125 % (en tenant compte de l'introduction progressive du volant de conservation) des fonds propres ordinaires, de 6,0 % des fonds propres Tier 1, et de 8 % du total des fonds propres. Au 31 décembre 2016, le ratio de fonds propres ordinaires était de 35,3 % (2015 : 24,7 %), et le ratio Tier 1 et total des fonds propres s'inscrivait à 43,9 % (2015 : 32,6 %).

Au 31 décembre 2016, le montant total des fonds propres réglementaires du Groupe s'élevait à 550,3 millions d'euros (2015 : 517,9 millions d'euros) ; ce montant comprend les capitaux propres et, dans les limites autorisées, les actions préférentielles du Groupe qui vont être progressivement supprimées sur dix ans en application de la Directive CRD IV sur les exigences de fonds propres.

25. Sociétés filiales.

On trouvera le détail des filiales de la Société à la note 29 ; toutes les filiales sont détenues à 100 %. Cette note donne également la liste des succursales à l'étranger et des bureaux de représentation de LCH Limited et LCH SA.

Les associés de LCH.Clearnet Funding LP ont profité de l'exemption au titre de la règle 7 de la réglementation de 2008 sur les sociétés en commandite (Comptes) concernant la préparation du rapport annuel et des états financiers annuels équivalents qui auraient été obligatoires aux termes de la Loi de 2006 sur les sociétés (Companies Act 2006).

26. Transactions avec les parties liées.

Membres clés de l'équipe de direction. — Les informations relatives aux membres clés de l'équipe de direction et à leur rémunération totale sont présentées à la note 18.

Société mère de tête et sociétés du groupe. — London Stock Exchange Group plc (LSEG) est la société mère de tête du Groupe, avec une participation totale de 57,78 % ; c'est le principal groupe à préparer des états financiers consolidés. La société mère immédiate, London Stock Exchange (C) Limited, n'établit pas d'états financiers consolidés. LCH.Clearnet Group Limited est à la tête du plus petit groupe préparant des états financiers consolidés.

Des copies des états financiers consolidés de LSEG pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont disponibles auprès du secrétaire de la Société, London Stock Exchange Group plc, 10 Paternoster Square, Londres, EC4M 7LS.

Toutes les informations relatives aux principales sociétés du Groupe sont présentées à la note 29. Les transactions ou soldes avec les sociétés du Groupe, qui ont été éliminés dans les présents états financiers consolidés, ne sont pas présentés.

Tout au long de 2016, le Groupe a effectué plusieurs transactions avec diverses sociétés au sein de LSEG, dont on trouvera le détail ci-dessous. Toutes ces transactions ont été réalisées en conditions de pleine concurrence.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Transactions avec les sociétés mères :		
Compte de résultat :		
Services refacturés aux sociétés mères	4,5	0,8
Services refacturés par les sociétés mères	- 8,7	- 3,9
	- 4,2	- 3,1
Etat de la situation financière :		
Montants dus aux sociétés mères au 31 décembre	- 5,3	- 3,7
Transactions avec les filiales :		
Compte de résultat :		
Services refacturés aux filiales	4,4	3,7
Services refacturés par les filiales	- 51,1	- 8,0
	- 46,7	- 4,3
Etat de la situation financière :		
Montants dus aux filiales au 31 décembre	- 15,9	- 2,3

Les soldes d'interopérabilité du Groupe avec les autres sociétés au sein de LSEG ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus, mais présentés séparément à la note 12.

27. Subventions publiques.

Le Groupe peut prétendre à l'aide des pouvoirs publics sous forme de crédits d'impôt recherche et développement.

Pour ce qui concerne LCH SA, l'aide est accordée sous forme de réduction d'impôts l'année suivant celle au cours de laquelle les dépenses ont été encourues. Une réduction de la charge d'impôt de 0,5 million d'euros (2015 : 0,9 million d'euros) a été constatée sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 au titre du montant dû pour cette initiative en 2015. Le montant à recevoir de 0,3 million d'euros pour 2016 est inclus dans les autres produits à recevoir (2015 : 0,5 million d'euros) et sera comptabilisé en 2017.

Pour ce qui concerne LCH Ltd, l'aide est accordée sous forme de réduction de la dette d'impôt. En 2016, un montant de 0,7 million d'euros a été comptabilisé en compte de résultat sous forme de réduction d'impôts et le montant de la dette d'impôt a été réduit d'autant.

Les subventions peuvent être soumises à un éventuel contrôle fiscal destiné à vérifier l'éligibilité des dépenses invoquées. Aucune dotation aux provisions n'a été faite au titre d'un éventuel remboursement des montants à recevoir, une telle éventualité étant jugée très improbable.

28. Evénements postérieurs à l'arrêté du bilan.

On trouvera dans le Rapport des administrateurs toutes les informations relatives à la cession potentielle de LCH SA et à la fusion de LSEG avec Deutsche Börse.

29. Informations au titre de la Directive IV sur les exigences de fonds propres (CRD IV).

Le Groupe LCH comprend les entités suivantes (toutes les sociétés sont détenues à 100 %) :

Raison sociale	Activité principale	Adresse	Pays de constitution
LCH.Clearnet Group Limited	Société mère	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
LCH Limited - Royaume-Uni (ex-LCH.Clearnet Limited)	CCP	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
LCH Limited - Etats-Unis	Représentation	17, State Street, New York, NY, 10004 Etats-Unis	
LCH Limited - Australie	Représentation	Governor Philip Tower, 1 Farrer Place, Sydney, NSW 2000, Australie	
LCH Limited - Japon	Succursale	NBF Hibiya Building 10F, 1-1-7 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku, Tokyo, Japon	
LCH SA - France	CCP	18, rue du Quatre Septembre, Paris, 75002, France	France
LCH SA - Pays-Bas	Succursale	Keizersgracht 679-689, 1017 DV Amsterdam, Pays-Bas	
LCH SA - Belgique	Succursale	Place Stephanie 6, Bruxelles, 1050, Belgique	
LCH SA - Portugal	Représentation	Avenue da Boavista 3433, Porto, 4194-017, Portugal	
SwapAgent Limited	Agent de compensation	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
LCH.Clearnet LLC(2)	CCP	17, State Street, New York, NY, 10004 Etats-Unis	Etats-Unis
LCH.Clearnet (Luxembourg) S.à.r.l.(3)	Investissement	52, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg	Luxembourg
LCH.Clearnet Funding LP(1)	Financement	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
LCH GP Limited (ex-LCH.Clearnet GP Limited)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
LCH PLP Limited (ex-LCH.Clearnet PLP Limited)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
BondClear Limited(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
SwapClear Limited(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
LCH Pensions Limited(1)	Société fiduciaire	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
RepoClear Limited(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
CommodityClear limited (ex-Bondnet Limited)(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
EquityClear Limited(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
The London Clearing House Limited(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
LCH Group Holdings Limited (ex-Reponet Limited)(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
ForexClear Limited(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
International Commodities Clearing House Limited(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles
The London Produce Clearing House Limited(1)	Dormante	33, Aldgate High Street, Londres, EC3N 1EA, Royaume-Uni	Angleterre et Pays de Galles

(1) Participation indirecte détenue par l'intermédiaire des autres filiales de la Société.

(2) A compensé sa dernière transaction en qualité de contrepartie centrale en juin 2016.

(3) Participation indirecte détenue par l'intermédiaire des autres filiales de la Société jusqu'au 16 décembre 2016 date à laquelle LCH.Clearnet Group Limited a racheté l'entité. L'entité a cessé ses activités de trading le 30 novembre 2016.

Les informations requises au titre de la Directive CRD IV sont les suivantes :

Exercice clos le 31/12/16	Effectif	Produit bancaire	Résultat avant impôt	Charge d'impôts courants	Charge d'impôts différés	Résultat après impôt
		Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
LCH.Clearnet Group Limited		102,1	80,4	3,5	0,1	84,0

LCH Limited - Royaume-Uni	618	420,2	103,3	- 18,0	- 2,0	83,3
LCH Limited - Etats-Unis	55	16,0	1,5	- 1,2		0,3
LCH Limited - Australie	11	1,6	0,2			0,2
LCH Limited - Japon	3	1,1	0,1	- 0,1		
LCH SA - France	217	151,3	49,1	- 12,7		36,4
LCH SA - Pays-Bas	6		5,6	- 1,4		4,2
LCH SA - Belgique	3		1,0	- 0,3		0,7
LCH SA - Portugal	3		- 0,8			- 0,8
SwapAgent Limited			2,7	- 0,5		2,2
LCH.Clearnet LLC	9	- 0,3	- 7,7	- 0,1		- 7,8
LCH.Clearnet Funding LP						
LCH.Clearnet (Luxembourg) S.à.r.l	1	19,3	20,4	- 0,3	- 4,2	15,9
LCH GP Limited						
LCH PLP Limited						
BondClear Limited						
SwapClear Limited						
LCH Pensions Limited						
RepoClear Limited						
CommodityClear Limited						
EquityClear Limited						
The London Clearing House Limited						
LCH Group Holdings Limited						
ForexClear Limited						
International Commodities Clearing House Limited						
The London Produce Clearing House Limited						
Eliminations de consolidation		- 179,1	- 134,9		- 0,1	- 135,0
Total	926	532,2	120,9	- 31,1	- 6,2	83,6

Le produit total de 547,3 millions d'euros (2015 : 496,1 millions d'euros) moins les charges financières de 15,1 millions d'euros (2015 : 11,8 millions d'euros) correspond à la fois au produit bancaire et au chiffre d'affaires au sens de la directive CRD IV.

Exercice clos le 31/12/15	Effectif (nouvelle présent.)	Produit bancaire	Résultat avant impôt	Charge d'impôts courants	Charge d'impôts différés	Résultat après impôt
		Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
LCH.Clearnet Group Limited		- 1,8	4,1	2,1		6,2
LCH Limited - Royaume-Uni	659	342,6	81,9	- 18,8	0,7	63,8
LCH Limited - Etats-Unis	54	15,9	1,5	- 0,7		0,8
LCH Limited - Australie	8	1,7	0,1	- 0,1		
LCH Limited - Japon	1	0,5				
LCH.Clearnet SA - France	208	137,6	42,0	- 11,4	- 1,8	28,8
LCH.Clearnet SA - Pays-Bas	7		6,2	- 1,5		4,7
LCH.Clearnet SA - Belgique	3		1,0	- 0,3		0,7
LCH.Clearnet SA - Portugal	3					
LCH.Clearnet LLC	12	2,5	- 10,6	- 0,1		- 10,7
LCH.Clearnet Funding LP						
LCH.Clearnet (Luxembourg) S.à.r.l	1	21,7	8,6		0,5	9,1
LCH GP Limited						
LCH PLP Limited						
BondClear Limited						
SwapClear Limited						
LCH Pensions Limited						
RepoClear Limited						
Bondnet Limited						
EquityClear Limited						

The London Clearing House Limited						
LCH Group Holdings Limited						
ForexClear Limited						
International Commodities Clearing House Limited						
The London Produce Clearing House Limited						
Eliminations de consolidation		- 36,4	- 24,7			- 24,7
Total	956	484,3	110,1	- 30,8	- 0,6	78,7

L'effectif a fait l'objet d'une nouvelle présentation. Pour les détails relatifs aux modifications apportées à la présentation, voir note 18 i).

Le Groupe peut prétendre à l'aide des pouvoirs publics sous forme de crédit d'impôt recherche (CIR) pour ce qui concerne LCH SA. Une réduction de la charge d'impôt de 0,5 million d'euros a été constatée sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 au titre du montant dû pour cette initiative (2015 : 0,9 million d'euros). En 2016, LCH Ltd a déposé une demande de crédit d'impôt recherche et développement auprès de l'Administration fiscale et douanière (HMRC) pour un montant de 0,7 million d'euros. Même si ce crédit se présente sous forme de réduction de la charge d'impôt, le montant réclamé à ce titre est comptabilisé comme un crédit au titre des frais de personnel de l'exercice.

Etat de la situation financière de la Société.

	Note	2016	2015
		Millions d'euros	Millions d'euros
Actifs à long terme :			
Investissements	30	640,9	649,7
Impôts différés actifs		0,4	0,3
Total actifs à long terme		641,3	650,0
Actifs à court terme :			
Clients et comptes rattachés	31	1,1	2,0
Disponibilités		6,9	4,0
Autres actifs financiers	34	116,1	45,4
Créances d'impôt sur les sociétés		6,0	6,5
Total actifs à court terme		130,1	57,9
Total actifs		771,4	707,9
Dettes à court terme :			
Fournisseurs et comptes rattachés	33	- 20,7	- 12,0
Prêts et emprunts	32	- 199,8	
Total dettes à court terme		- 220,5	- 12,0
Dettes à long terme :			
Prêts et emprunts	32		- 199,3
Total dettes à long terme			- 199,3
Total passifs		- 220,5	- 211,3
Actif net		550,9	496,6
Capitaux propres :			
Capital social appelé	22	74,2	74,2
Primes d'émission	22	316,1	316,1
Provision pour rachat de capital	22	59,5	59,5
Bénéfices non distribués		101,1	46,8
Total des capitaux propres		550,9	496,6

Lex Hoogduin,
Président,

Suneel Bakhshi,
Directeur général.

Les notes 30 à 35 font partie intégrante des présents états financiers. Le résultat après impôt de la Société au titre de l'exercice ressort à 84,0 millions d'euros (2015 : 6,2 millions d'euros).

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration le 2 mars 2017.

Tableau de financement de la Société.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Bénéfice de l'exercice	84,0	6,2
Impôt	- 3,6	2,1
Produits financiers	- 1,3	- 1,3
Charges financières	13,9	13,6
Variation des clients et comptes rattachés	0,9	- 0,9
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	8,7	- 5,7
Produits des dividendes	- 107,0	- 26,0
Dépréciation des investissements	9,2	7,8
Pertes de change	2,8	
Gains latents de juste valeur sur instruments financiers	0,4	0,7
Rentrées nettes/(sorties) liées aux activités d'exploitation	8,0	- 3,5
Impôts reçus		4,2
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation	8,0	0,7
Activités d'investissement :		
Produits des dividendes des filiales	107,0	26,0
(Acquisition)/dissolution de filiale	- 0,4	1,0
Rachat/(acquisition) d'autres actifs financiers	25,0	- 14,8
Intérêts perçus	1,3	1,3
Rentrées nettes liées aux activités d'investissement	132,9	13,5
Activités de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires	- 27,3	
Prêts accordés	- 96,1	
Intérêts payés	- 13,2	- 13,3
Sorties nettes liées aux activités de financement	- 136,6	- 13,3
Augmentation des liquidités et quasi-liquidités	4,3	0,9
Effets de change sur les soldes de trésorerie	- 1,4	
Liquidités et quasi-liquidités au 1 ^{er} janvier	4,0	3,1
Liquidités et quasi-liquidités au 31 décembre (disponibilités uniquement)	6,9	4,0

Les notes 30 à 35 font partie intégrante des présents états financiers.

Tableau de variation des capitaux propres.

	Capital social appelé	Primes d'émission	Provision pour rachat de capital	Bénéfices non distribués	Total
	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros	Millions d'euros
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2015	74,2	316,1	59,5	40,6	490,4
Bénéfice de l'exercice				6,2	6,2
Capitaux propres au 31 décembre 2015	74,2	316,1	59,5	46,8	496,6
Bénéfice de l'exercice				84,0	84,0
Dividendes approuvés au cours de l'exercice				- 29,7	- 29,7
Capitaux propres au 31 décembre 2016	74,2	316,1	59,5	101,1	550,9

Les notes 30 à 35 font partie intégrante des présents états financiers

30. Investissements.

	Investissement dans les filiales	Investissement dans les filiales
	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Coût :		
Au 1 ^{er} janvier	1 027,8	1 028,8
Acquisitions/(cessions)	0,4	- 1,0
Au 31 décembre	1 028,2	1 027,8
Dépréciation cumulée :		

Au 1 ^{er} janvier	- 378,1	- 370,3
Dépréciation au titre de l'exercice	- 9,2	- 7,8
Au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	- 387,3	- 378,1
Valeur comptable nette	640,9	649,7

Les investissements dans les filiales sont constatés au coût d'acquisition net des dépréciations. Voir note 29 pour plus de détails sur les filiales.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a procédé à la dépréciation de sa participation au capital de LCH.Clearnet LLC à hauteur de 9,2 millions d'euros (2015 : 7,8 millions d'euros) par rapport à sa valeur d'actif net au 31 décembre 2016.

Le 16 octobre 2016, la Société a pris une participation initiale de 1 GBP dans une nouvelle filiale, SwapAgent Limited. La Société détient 100 % du capital émis de la nouvelle filiale.

La société LCH.Clearnet Service Company Limited a été dissoute en 2015 et la participation de la Société, soit 1,0 million d'euros, a été restituée.

Le 16 décembre 2016, la Société a racheté LCH.Clearnet (Luxembourg) S.à.r.l. auprès de filiales pour un montant de 0,4 million d'euros.

31. Clients et comptes rattachés.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Court terme		
Sommes dues par les filiales du Groupe	0,3	1,2
Autres créances	0,8	0,8
	1,1	2,0

Les soldes de trading dus par les sociétés du Groupe s'entendent sans intérêts et sont payables à vue.

32. Prêts et emprunts.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Court terme :		
Prêts subordonnés dus à LCH.Clearnet Funding LP	199,8	
Long terme :		
Prêts subordonnés dus à LCH.Clearnet Funding LP		199,3

Le prêt subordonné est assorti d'un taux d'intérêt fixe de 6,576 % jusqu'au 18 mai 2017 ; au-delà, ce taux sera égal à l'EURIBOR trois mois plus 2,1 %. Le solde s'entend net des coûts de transactions capitalisés de 0,2 million d'euros (2015 : 0,7 million d'euros) qui sont amortis sur la durée de vie des obligations. Le prêt n'est pas remboursable avant le 18 mai 2017. Le prêt sera remboursé lors du rachat par le Groupe de ses actions préférentielles (note 16).

33. Fournisseurs et comptes rattachés.

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Dettes intragroupe	9,8	3,7
Autres dettes	2,4	
Comptes de régularisation	8,5	8,3
	20,7	12,0

Les dettes intragroupe s'entendent sans intérêts et sont payables à vue.

34. Instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers de la Société s'établissent comme suit :

	2016	2015
	Millions d'euros	Millions d'euros
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en compte de résultat :		
Placement en actions préférentielles	20,0	20,4
Prêts et créances :		
Prêts à court terme dus par les filiales	96,1	25,0
Autres actifs financiers dans l'état de la situation financière	116,1	45,4
Autres créances	1,1	2,0

Liquidités et dépôts à court terme dans l'état de la situation financière	6,9	4,0
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti :		
Fournisseurs et comptes rattachés	- 20,7	- 12,0
Prêt subordonné dû à une filiale	- 199,8	- 199,3

La Société a racheté sur le marché des actions préférentielles du Groupe dont la valeur nominale était de 20,0 millions d'euros en janvier 2009. Ces actions avaient été émises à l'origine par Freshwater Finance plc. Elles ont été rachetées pour 10,5 millions d'euros, puis réévaluées et inscrites dans l'état de la situation financière de la Société au cours en vigueur au 31 décembre 2016, soit 1,00193 euro (2015 : 1,02284 euro).

Le 1^{er} décembre 2016, la Société a signé avec ses filiales de nouveaux accords de prêt. Il s'agit de lignes de crédit revolving, assorties d'une durée de cinq ans et remboursables sur préavis de trois mois. Des intérêts sont facturés sur les comptes au taux LIBOR ou EURIBOR selon le cas.

35. Transactions avec les parties liées.

Au cours de l'exercice, la Société a facturé aux filiales 7,7 millions d'euros (2015 : 10,5 millions d'euros) au titre des frais de gestion et encouru 9,4 millions d'euros (2015 : 11,8 millions d'euros) au titre de la refacturation. La Société a versé aux filiales 13,5 millions d'euros (2015 : 13,2 millions d'euros) et a perçu 1,3 million d'euros (2015 : 1,3 million d'euros) au titre des intérêts.

Les soldes de fin d'exercice avec les filiales sont indiqués dans les notes 31, 32 et 33.

VII. — Rapport des Commissaires aux comptes aux actionnaires de LCH.Clearnet Group Limited pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Nous avons vérifié les états financiers de LCH.Clearnet Group Limited pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comprenant le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global du Groupe, l'état de la situation financière du Groupe et de la Société, le tableau de financement consolidé et le tableau de financement de la Société mère, le tableau de variation des capitaux propres consolidés et celui de la Société ainsi que les notes annexes aux états financiers 1 à 35. Ces états financiers ont été préparés conformément aux lois applicables et aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne, et, s'agissant des états financiers de la société mère, telles qu'appliquées conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006).

Comme le prévoit le Chapitre 3, Titre 16, de la Loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006) le présent rapport s'adresse aux seuls associés, en leur qualité d'organe de direction. Nous avons mené notre vérification de manière à pouvoir leur présenter les éléments que nous sommes tenus d'inclure dans un tel rapport d'audit et à aucune autre fin. Dans les limites autorisées par la loi, nous déclinons toute responsabilité envers toute personne autre que la Société et ses associés en leur qualité d'organe de direction concernant notre travail de vérification, le présent rapport ou les opinions que nous y avons formulées.

Responsabilités respectives des administrateurs et commissaires aux comptes. — Comme cela a été expliqué en détail dans la déclaration de responsabilité des administrateurs, à la page 9, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers ; ils sont également tenus de s'assurer que lesdits états donnent une image sincère et fidèle de la situation financière de la société. Nous avons pour notre part pour responsabilité de vérifier les états financiers et d'exprimer une opinion les concernant, conformément aux exigences légales applicables et aux normes internationales d'audit (International Standards on Auditing, pour le Royaume-Uni et l'Irlande). Ces normes nous imposent de respecter les règles éthiques applicables aux auditeurs édictées par le Conseil des pratiques d'audit (Auditing Practices Board).

Etendue de l'audit des états financiers. — Un audit consiste à obtenir, quant aux montants et informations présentés dans les états financiers, des éléments probants suffisants pour avoir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'inexactitudes significatives, qu'elles soient le fait d'une fraude ou résultent d'une erreur. Il comprend l'évaluation de la pertinence des méthodes comptables retenues compte tenu de la situation du Groupe et de la société mère, de la cohérence de leur application, de l'adéquation de la présentation qui en est faite, du caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par les administrateurs et de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous examinons par ailleurs toutes les données financières et non financières contenues dans le Rapport stratégique et dans le Rapport des administrateurs afin d'identifier des incohérences graves avec les états financiers audités, ainsi que toute information sensiblement incorrecte en apparence d'après les connaissances que nous avons acquises dans le cadre de la réalisation de l'audit ou en nette contradiction avec ces dernières. Si nous constatons des inexactitudes ou incohérences significatives, nous en tirons les conséquences pour notre rapport.

Opinion sur les états financiers. — A notre avis :

- les états financiers donnent une image fidèle et sincère de la situation du Groupe et de la société mère au 31 décembre 2016 ainsi que du bénéfice du Groupe pour l'exercice clos à cette date,
- les états financiers du Groupe ont été correctement établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE),
- les états financiers de la société mère ont été correctement établis conformément aux normes IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne et telles qu'appliquées conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006) ; et,
- les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de la loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006).

Opinion sur d'autres points conformément aux exigences de la loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006). — A notre avis :

- sur la base des travaux effectués au cours de la mission d'audit,
- les informations communiquées dans le cadre du Rapport stratégique et du Rapport des administrateurs sont cohérentes avec les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent ; et,
- le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs ont été préparés conformément aux exigences légales applicables.

Points que nous sommes tenus de signaler. — A la lumière des connaissances que nous avons acquises sur la Société et son environnement dans le cadre de la réalisation de l'audit, nous n'avons identifié aucune inexactitude significative dans le Rapport stratégique ni dans le Rapport des administrateurs.

Nous n'avons rien à signaler concernant les points suivants pour lesquels la loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006) nous fait obligation d'indiquer si, à notre avis :

- la société mère n'a pas tenu de registres comptables adéquats ou si des filiales dans lesquelles nous ne sommes pas rendus n'ont pas transmis de déclarations adéquates pour notre audit ;
- les états financiers de la société mère ne concordent pas avec les registres comptables et les déclarations ;
- certains éléments de rémunération des administrateurs devant être communiqués en vertu de la loi ne l'ont pas été ou si,
- nous n'avons pas reçu toutes les informations et explications dont nous avons besoin pour mener à bien notre audit.

Maurice McCormick (Senior Statutory Auditor),
Pour Ernst & Young LLP, Commissaires aux comptes,
Londres,
2 mars 2017.

Notes :

1. La maintenance et l'intégrité du site Web de LCH relèvent de la responsabilité des Administrateurs ; les travaux menés par les commissaires aux comptes ne tiennent pas compte de ces questions. En conséquence, les commissaires aux comptes déclinent toute responsabilité au titre de tout changement susceptible d'avoir été apporté aux états financiers depuis leur présentation initiale sur le site Web.

2. La législation du Royaume-Uni régissant la préparation et la publication des états financiers peut être différente de celles d'autres territoires.

VIII. — Rapport de gestion.

Conformément à la loi, le rapport de gestion est tenu à la disposition du public chez LCH.Clearnet SA, 18 rue du Quatre Septembre, 75002 Paris, France.

1703122